

... é... .. 0



À Marseille, des immeubles s'effondrent d'Aubagne et causent la mort de huit personnes. Face à la gare de Toulouse, des appartements vétustes s'enflamment ; une vingtaine de blessé-e-s. Le 20 Mars 2019 à Saint-Étienne, tandis que le gratin inaugure la Biennale du design, la police enfonce les portes d'un squat et met une dizaine de familles à la rue.

Quel point commun ?

Des millions d'euros engagés dans ces quartiers par les municipalités et les acteurs publics pour « revaloriser » les places, les façades et les parcs, mais bien souvent, au mépris de celles et ceux qui y vivent concrètement, au quotidien.

Une certaine idée de la ville est en train de s'affirmer:

La métropole, toujours plus compétitive, vend une image bien éloignée de la réalité des habitant-e-s.

Apparemment, on ne vit plus en ville ; on s'en sert, on y produit, on y élabore, on y est créatif, on s'y connecte, on colle à son image, on en devient un usager.

Dans ce paysage, Saint-Étienne n'est pas en reste, à coups d'anglicismes, de start-up et d'expériences design, la ville est appelée à changer de visage, à se faire plus séduisante qu'elle ne l'est, plus innovante encore. Et Saint-Étienne compte, entre autres, se réinventer grâce aux bienfaits du design, récit fabriqué de toutes pièces : celui d'une ville baignant depuis toujours dans l'innovation et dont les ouvrier-e-s des grandes industries, armurier-e-s et passementier-e-s, seraient les fiers précurseurs.

Il nous faudrait choisir entre Saint-Étienne capi-

tales des taudis - selon les mots d'une journaliste du Monde en 2014 - et Saint-Étienne capitale du Design. Franchement, on s'en fout, et bien d'autres questions demandent à être posées avant ça : Comment vit-on en ville quand on a pas de papier d'identité ? Quand on a un emploi précaire ? Lorsqu'on est isolé-e ? Pourquoi faire un méga centre commercial aux portes de la ville, quand la moitié des locaux du centre sont désertés ? Et puis d'ailleurs, c'est quoi une ville, un quartier ? Et le design, ça sert à quoi ? Et à qui ça profite ?

Ce journal est une proposition : une récolte d'anecdotes, de vécus, de prises de tête, de colères et de récits. C'est un constat subjectif de l'état de la ville par ses habitantes et habitants.

Et puisque la résignation ne fait pas partie de nos projets, puisque la ville regorge malgré tout de vie et d'énergie, nous souhaitons aussi y répondre par une fête :

**LEUR** fête ! Car, comme dans tout carnaval, nous désignons et exposons à la foule ce qui nous ennuie la vie ; **NOTRE** fête ! car le carnaval est avant tout un moment de joie, de rencontre et de partage, c'est aussi l'occasion de s'affranchir, aussi joyeusement que possible, des normes et des pouvoirs qui partout dans la ville s'imposent à nous.

Et pour que l'ensemble des propositions qui suivent ne restent pas lettre morte, nous accueillons toute critique, coups de gueule, réponses, invitations ou déclarations d'amour à l'adresse suivante :

[carnavaal@riseup.net](mailto:carnavaal@riseup.net)

Bonne lecture.

# CODE DU POLICIER DE L'ESPACE À SAINT-ÉTIENNE

## Article 1.

Comme partout ailleurs, les policiers de l'espace - autrement dits aménageurs, urbanistes, architectes et designers - travailleront main dans la main avec les autres services de police et de renseignements. Ceci afin de limiter au maximum l'utilisation de l'espace public, en particulier pour les plus pauvres. En tant que capitale du design, Saint-Étienne se doit d'être un modèle de Smart City. Le numérique dans tous les aspects de la ville devra permettre la sécurisation totale. C'est pourquoi nous devons œuvrer avec le secteur associatif et les start-up locales.

## Article 2.

Les pauvres sont dangereux. Les projets d'aménagement visent donc à attirer les classes moyennes et riches pour les remplacer. Cela passe par la transformation des commerces pour une offre inaccessible aux plus pauvres, par l'augmentation des loyers après rénovation, par l'encouragement d'initiatives privées pour la construction de résidences de luxe.

## Article 3.

Une attention particulière sera portée à l'absence de groupes de jeunes dans le centre-ville. En effet, les jeunes sont bruyants et malpolis - notamment ceux portant des joggings et des casquettes. Pour cela, les skateparks, city-stades et autres équipements de loisirs risquant d'attirer les bandes de jeunes y sont interdits.

## Article 4.

Nous multiplierons les initiatives visant à rendre invisibles les sans-abris, les précaires, les personnes hors-normes en centre-ville. À ce titre, les arrêtés du 1er avril 2015 et du 23 mai 2016 devront servir d'exemple. Ils interdisaient, entre autres : les nuisances sonores, la récupération, le chiffonnage, la consommation de boissons alcoolisées, le regroupement de plus de deux chiens effectuant une ou plusieurs stations couchées, les occupations abusives de l'espace public lorsqu'elles sont de nature à entraver la libre circulation des personnes ou bien de porter atteinte à la tranquillité, au bon ordre et à l'hygiène publique... L'attention sera portée sur la formulation de ces règlements afin de ne pas utiliser le mot « pauvre » par exemple, sans pour autant devoir cacher nos intentions. La biennale du Design trouve ici tout son intérêt. Nous l'avons déjà utilisée comme raison de l'élimination de certaines populations dans l'espace public. Faisons croire que c'est par son existence qu'elle est utilisée dans les arrêtés comme l'une des causes de ceux-ci. Plus clairement : les pauvres donnent une mauvaise image de la ville aux touristes internationaux qui consomment dans le centre.

## Article 5.

La vidéosurveillance sera systématisée à tous les quartiers. À ce titre, comme dans tout type d'actions sécuritaires, le stade servira de laboratoire expérimental, sans retenue sur les dépenses occasionnées. 995 600 euros sont ainsi attribués à l'installation de 239 nouvelles caméras à Geoffroy Guichard. Et puisque nous avons la prétention de faire de Saint-Étienne la capitale française de la Safe City (grâce notamment à l'installation des ateliers Google), nous investissons dans des caméras dernière génération qui permettront de suivre les individus suspects dans toute l'enceinte du stade.

## Article 6.

Nous devons même aller plus loin en proposant des innovations nationales dans le domaine de la surveillance. Comme avec le projet SOFT de la start-up Sérénicity, nous devons contrôler toutes les dimensions de la vie dans l'espace public.

## Article 7.

Les murs resteront propres. Au moins 150 000 euros par an pourront être investis pour effacer toutes les inscriptions, à l'exception de celles qui valent de l'argent. À l'occasion, nous pourrions utiliser des graffeurs et la sympathie qu'ils dégagent dans les milieux de centre-gauche. L'initiative bénévole d'ONI qui a réalisé une fresque dénonçant le vandalisme en est un parfait exemple.

## Article 8.

Si de nouveaux espaces publics apparaissent avec la destruction de bâtiments, ils seront fermés, comme à l'angle de la rue Michel Rondet et de la rue Tarentaise. Des installations design permettront de légitimer cette fermeture. Les petites cabanes à oiseaux blanches laissent penser que l'aménagement est fait pour la protection de la nature.

## Article 9.

Pour faire croire que nos décisions viennent des habitants eux-mêmes, nous organiserons des balades exploratoires, réunions de concertation... Les points cités ci-dessus en seront les conclusions. La surveillance ne sera donc pas vécue comme sécuritaire mais comme une obligation pour le respect des droits.

## Article 10.

Dans ce cadre, la délation (nommée ici participation citoyenne) sera encouragée : voisins vigilants, application Mobilise de GooglePlay...

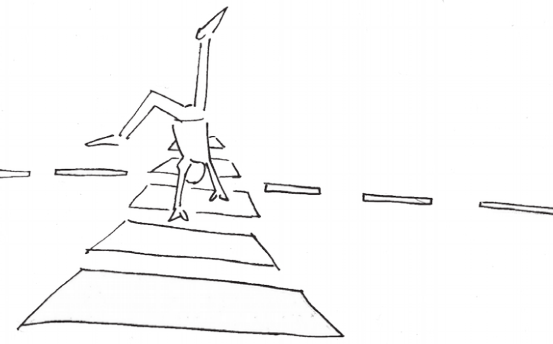
## Article 11.

Petit à petit, tous les usages de l'espace public autres que consuméristes devront être supprimés de l'espace public. L'installation de grandes infrastructures (comme un tramway par exemple) servira au nettoyage de quartiers entiers.





# GENTRIFIER SAINTÉ ?



La gentrification est un mot barbare et parfois fourre-tout. Une célèbre encyclopédie en ligne la présente ainsi :

« La gentrification (du mot anglais gentry, «petite noblesse»), ou embourgeoisement en français, ou boboïsation dans la presse, est un phénomène urbain par lequel des personnes plus aisées s'approprient un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure. »

Les actrices et acteurs de l'aménagement stéphanois (agences d'urbanisme et associations travaillant sur les fameux « rez-de-chaussée vacants ») s'offusquent en soupirant dès que le mot est prononcé par ici. Il est vrai que l'observation de ce phénomène se complique en raison de facteurs urbains et économiques. Saint-Étienne reste une ville dont le centre se dépeuple au profit de sa périphérie. Les vitrines vides et inusitées sont en nombre largement supérieur à la moyenne nationale. L'état du bâti, dans de nombreuses zones, est si vétuste et délabré qu'on se voit mal s'opposer à son rafraîchissement, tant il semble dans l'intérêt de celles et ceux qui y vivent. Bref, « y'a du boulot avant que Beaubrun n'attire les bourges, donc monte pas sur tes grands chevaux fiscaux ».

La suite de la définition Wikipédia nous dit ceci :

« Le processus de gentrification résulte de l'accroissement de l'intérêt porté à un certain espace. Les premiers « gentrificateurs » peuvent appartenir à des communautés d'artistes aux faibles revenus, ce qui contribue à l'attractivité du quartier. Ensuite, diverses étapes de hausse des investissements dans le secteur immobilier par les acteurs privés et publics conduisent au développement économique du quartier, à une augmentation de l'attractivité des commerces et une baisse du taux de criminalité. Par ailleurs, la gentrification peut entraîner des migrations de population. » C'est cela qui reste le plus important à retenir quant à ce phénomène. UnE investisseurE (même public) ne place pas ses billes au hasard. Iel ne retape pas un immeuble ou une rue par philanthropie et altruisme. Iel estime qu'à la suite de cela, iel va attirer une population avec davantage de ressources : donc plus d'argent impulsé dans les commerces et la vie locale, donc plus

de taxe d'habitation, taxe foncière et impôts commerciaux. De nos jours, une ville est une entreprise, et on ne rénove pas un immeuble pour la population existante mais pour celle qui doit prendre sa suite, car c'est elle la cible commerciale. Cela ne veut pas dire des nobles, comme dans l'origine du mot anglais, mais simplement une catégorie sociale et culturelle légèrement supérieure.

Le chantier semble tout de même démesuré à Saint-Étienne. Donc nombreuses-eux sont ses habitantEs à ne pas s'en soucier. Mais il en était de même à Marseille ; ce fût long, la population locale reste encore tenace, mais le Panier est par exemple sur la fin de ce processus, envahi d'épiceries Bio et autres mauvaises herbes sans glyphosate. Le quartier de la Plaine suit le même trajet depuis quelques temps ; un hôtel quatre étoiles se construit au cœur de Noailles, réputé quartier le plus malfamé du centre de Massilia.

Il n'y a aucune raison valable pour que Saint-Étienne échappe à cette gentrification qui est en cours dans toutes les grandes villes françaises. L'attachement culturel au centre-ville historique renforce d'ailleurs ce phénomène dans l'Europe entière. Ce sera sans doute juste plus long qu'ailleurs, car on part de plus loin que des villes comme Bordeaux ou Nantes.

La complexité de ce processus est aussi due au fait qu'on n'y trouve ni responsables ni coupables évidentEs à cerner. Plutôt un tissage diffus et désordonné d'actions qui se succèdent et qu'on ne voit qu'après-coup. Un squat de concerts punks et anarchistes rend un faubourg vide plus attractif. Le faubourg était vide car en jachère ; laissé à pourrir par intérêt immobilier qui attend l'investissement rentable. Un bar associatif qui s'ouvre à côté attire des colocs d'étudiantEs fauchéEs. Les alternos middle-classe trouvent le quartier de plus en plus sympa, c'est un peu « post-indus » et vivant. Il y a une âme et de l'histoire. S'y mettent en place un compost, un garage à vélos DIY, un atelier de sérigraphie participatif et ouvrent ensuite un caviste de vin nat' et une galerie de jeunes artisans (dont les coûts de fabrication sont réels, donc loin des prix accessibles de la grande distribution). Chacune de ces étapes joue son rôle dans la gentrification. Toutes les initiatives « militantes », « alter- » ou « citoyennes » qui se veulent alter-natives à l'impérialisme

libéral et destructeur participent à l'imprégnation « classe moyenne sup' » sur chaque mètre carré de la rue, livrée à cet entre-soi grignotant. Et où la population d'autres origines sociales ou culturelles trouve de moins en moins de repères... car elle n'est jamais associée à cet essor (c'est le plus gros manque).

Les aménageurEs publics n'ont plus qu'à reprendre la main sur la fin de cette chaîne qu'ielles ont laissé mûrir, quitte à s'associer aux initiatives préexistantes ou à les financer. Cette manière d'urbaniser est bien moins violente, dans sa face visible, qu'une armée de pelleteuses face à des habitantEs expulséEs qui manifesteraient leur opposition. Elle est le croisement de deux concepts contemporains : le « design des politiques publiques » (l'emballage lissé d'une volonté de réaménagement, dans ce cas, qui sait utiliser les fonctionnements consultatifs / participatifs) sert la « gentrification apaisée » (qui se passe sans heurts, sans même qu'on s'en rende compte). Elles aboutissent tout de même à des boutiques et vitrines « hype qui se la pète » et des grues de chantier partout en ville. Tout ça ne vous rappelle pas quelque chose ? Sincèrement ?



# L'EPASE UN ACTEUR DE L'ÉTAT AU SERVICE DU FUTUR



Mais d'où proviennent les plus jolis permis de construire et de démolir qui fleurissent sur les murs stéphanois ?

EPA Saint-Étienne, l'EPASE tu sais !

Établissement Public d'Aménagement de Saint-Étienne, ça c'est pas une boîte privée !

« L'Établissement privilégie la souplesse, et adopte depuis sa création, autant de rôles que l'exige le bon déroulement de ces opérations : aménageur bien sûr, mais également promoteur, bailleur, investisseur, concepteur, et acteur pour un marketing actif du territoire. » (Rapport d'activité 2017 de l'EPASE)

Établissement Public d'Aménagement donc, il y en a quatorze en France, sous l'égide du ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Ils sont douze en métropole dont un qui en chapeaute six autres, c'est la spéciale du Grand Paris. Pour la province, il y en a trois pour des métropoles côtières (Bordeaux Euratlantique, Euroméditerranée qui s'occupe d'Aix et Marseille, et Nice Ecovallée). Et deux EPA pour des villes aux passés miniers : EPASE à Saint-Étienne et EPA Alzette-Belval à la frontière Luxembourgeoise. Et nos deux derniers EPA de France sont donc à l'autre bout du monde : Mayotte et Guyane.

À l'opposé des autres, les droits accordés à ces organismes centralisateurs ont emprise sur tout le territoire de ces ex-colonies. Et ces deux établissements n'ont pas pris la peine de cacher leurs creuses partialités, ils se sont dotés de slogans dignes d'un parti politique vide: « Ensemble nous construisons la Guyane demain » et « Ensemble pour faire avancer Mayotte ». De politique, il n'en est jamais question dans les brochures ou les rapports d'activité produits pour la promotion de ces établissements publics. À la place, ils parlent d'innovation, ECOCITE : « engagée pour les territoires et les villes de demain », ou de label ECOQUARTIER ou DIVD : « des solutions pour l'avenir des villes », « Démonstrateurs industriels pour la ville durable ».

Dans le dur, à Nice ça donne du béton et du bitume partout, sauf un immeuble de trente mètres en bois, et ce sous titre : « Concilier économie et écologie ». Y'a rien de politique, tout est attractivité pour plus-value. C'est vrai que le plateau de Saclay (dans l'Essonne) ou le triangle de Gonesse (dans le Val d'Oise) avec leurs terres agricoles ne sont pas des territoires à forte plus-value par rapport au futur plus grand centre commercial d'Europe (Europacity d'Auchan) ou au cluster grandes écoles, grande entreprise et grande usine à start up (campus de l'université Paris Saclay et de NewUni). Et c'est sûr que Saint-Étienne a perdu en compétitivité depuis 40 ans, il n'y a plus de charbon ou de FAMAS qui sont produits ici, alors : vive le design.

Si ça c'est pas de la politique alors il faudra que le président de l'EPASE - Gaël Perdriau - m'explique :

« Il faut soutenir la transformation de l'économie stéphanoise, redonner une attractivité résidentielle et commerciale à la ville pour attirer de nouveaux habitants, consommateurs et salariés. Les atouts de Saint-Étienne nécessitent d'être renforcés pour lui donner toute sa place dans le grand pôle métropolitain émergent (regroupant les métropoles de Lyon et de Saint-Étienne) »

Une des qualités de l'EPASE selon l'EPASE, c'est ce cher effet de levier : un pour trois. C'est un peu ce que le pied de biche est au squat, l'effet de levier est au capital un des outils de base avec la dette. Le pied de biche, tu le cales sous la porte, ensuite tu appuies dessus à l'autre

extrémité, et hop : un effet de levier. Il faut là imaginer nos experts publics et privés, nos élus et nos banquiers autour du plan de la ville, imaginant ce qu'il y a à rayer et remplacer (la bourse du travail et l'hôpital de la charité) et ce qu'il y a à sauvegarder (préfecture et hôtel de ville).

Mais la ville est surendettée et pauvre, donc son édile appelle le ministère de la Cohésion et des territoires :

- Salut, je suis le maire d'une ville, je suis aussi le président de la métropole, mais ce territoire n'est pas assez bien pour moi. Tu peux pas m'aider ?
- Si si, je te crée un EPA rien que pour toi, tu seras le président et on la déclare d'utilité publique, avec une très grosse dotation (€\$€!!!)
- Mais c'est pas assez, y'a l'entretien courant, y'a des bâtiments qui tombent en ruine, y'a plein d'amicales laïques, et y'a pas d'emploi, les gens ils traînent dans mes rues !
- Attends, l'EPA c'est pas pour le social et c'est pas une simple retape, c'est pour le futur ! Et le futur, le directeur et ses 42,9 équivalents temps plein de moyenne d'âges jeunes, ils connaissent. Avec lui, vous allez cibler les zones génératrices du cercle vertueux. Chaque zone dispersée dans ta ville aura un objet associé, comme dans un jeu vidéo : zone culture, zone mine, zone travail. Dans ces zones, l'EPA va acheter les friches pour un petit billet. Une fois qu'il aura acquis ces beaux pâtés, il va faire de beaux dossiers, les présenter aux investisseurs sur un plateau, bien emballés dans de belles perspectives en papier glacé. Et dedans, il y aura de quoi rassurer les investisseurs-promoteurs : titres de propriétés, audits de viabilité économique, audits dépollution, futurs arrêts de tram, préventes effectives, permis de construire validés.

Et puis, argument imparable et classique, c'est que du bonus/dividende pour vous, tous les risques, c'est pour nous ! Après ça, convaincus, les investisseurs mettent trois billets et le béton coule à flots... Et les glandeurs ils auront du boulot en miettes. Après, ça ne s'arrêtera plus, une fois les zones conquises, l'EPASE se casse et le cercle vertueux s'occupera des corridors interzones jusqu'à ce qu'ils grossissent pour devenir ta ville, à ton image, et les habitants pareils, à ton image ! Et vous vivrez heureux ! L'effet de levier, c'est quand les investis-

seurs n'y croient pas ou n'ont pas même pensé au projet qui n'est encore que sur le papier. L'effet de levier c'est de créer l'illusion d'attractivité pour attirer l'attractivité. Avec des « vrais » chiffres.



Et nos décideurs mettent le flouze sur la table pour y croire tous ensemble : 80 000 000 euros pour l'EPASE venant à moitié de l'état, à 20 % de la mairie et le reste réparti entre la métropole, le département et la région.

« La montée de ces industries et l'extension toujours grandissante des domaines de la culture (art, culture et patrimoine) s'expliquent communément par l'action conjuguée d'une marchandisation progressive de la culture humaine - résultante de la demande incessante du capitalisme pour la mise en marché de produits nouveaux - et d'une esthétisation croissante de la consommation, sinon une esthétisation de la vie quotidienne, corollaire à l'émergence d'une culture de consommation de plus en plus diversifiée et fragmentée. » (Rémy Tremblay et Diane-Gabrielle Tremblay, La classe créative selon Richard Florida )

Un modèle est suivi pour Sainté, c'est Bilbao au Pays Basque espagnol. Ville au passé industriel, puis la chute, puis « dévorée/sauvée » par une puissance extraterritoriale : la culture institutionnelle aux bonnes intentions bourgeoises et paternalistes, par un architecte de riches, avec un musée de collectionneurs très riches fabriqué



sur des exonérations fiscales publiques pour riches. C'est une cathédrale laïque ce musée, à envergure internationale. Gagnant/Gagnant. Le tourisme a explosé, les commerces aussi, les loyers aussi, et les habitant.e.s ont changé.e.s.

« Par une politique volontariste, les municipalités espèrent répliquer cette gentrification par des interventions ciblées dans certains quartiers et par la création d'équipements culturels de prestige, mêlant habilement l'art et l'urbain. Il existe quelques exemples célèbres de réussite d'une telle démarche. Ils sont cependant très rares et l'on assiste plutôt à une dénaturation de la dimension culturelle des équipements en question. au point que l'on peut se demander si la ville des créatifs ainsi programmée reste créative... » (Elsa Vivant, Qu'est-ce que la ville créative ?)

Ce modèle pensé et développé depuis par Richard Florida (universitaire et gourou) se dénomme la « Créative Class » ; des personnes mal définies, recherchées pour leur précarité, leur flexibilité et ensuite pour leur haut salaire, haut rendement et haute plus-value :

« Soucieux de rendre leurs villes plus compétitives, des maires, des membres des chambres de commerce et autres auditoires similaires ont entendu les prescriptions de Florida, à savoir qu'un nouveau processus de développement doit mettre en œuvre les trois T que sont la technologie, le talent et la tolérance. La bonne santé économique d'une ville dépend de sa proportion de « créatifs » y travaillant » ( La classe créative selon Richard Florida ). En clair, le capital humain est l'indice de Florida. Donc, la collectivité promeut l'installation de cette classe cultivée pour que les entreprises se localisent là, et inversement la collectivité promeut l'installation de ces entreprises qui embaucheront les individu.e.s de cette classe, séduits par le cadre de vie de la ville.

Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions : « Dans les débats actuels, l'usage surabondant du mot « créatif », et la confusion entre invention, créativité et culture perturbent la compréhension des enjeux que rassemble cette idée, tout en masquant l'ambiguïté de certaines pratiques (comme la créativité financières des inventeurs des subprimes) » (Qu'est ce que la ville créative?). Ou de la Fabuleuse Cantine à Serenicity

Comme toutes les villes capitalistes sont en compétition et tournées vers l'avenir et comme cet avenir consiste en la production de richesses sans retenue, eh bah elles font toutes la même chose parce que cette classe créative et les entreprises associées veulent soit disant la liberté de consommer, d'avoir accès à une offre culturelle riche, de la sécurité, de l'écomobilité, de l'autoécoparticipation etc... Ça, c'est bien, parce que les touristes ils veulent ça aussi, et les grands événements aussi. Et nos politiques aussi, des gentils citoyens.

Et qui est à Sainté le grand ordonnateur de tout ça ?

C'est notre EPASE !

Quartier Jacquard, aide à la rénovation pour les néo-proprio avec une promotion créative du futur mise en place par carton plein (jeunesse, culture et création). Plaine Achille, une zone sécurisée et sécurisable parce que sans intérêt autre que pour consommer l'offre culturelle et les loisirs du dimanche.

« C'est vraiment par la confrontation des idées, par le dialogue et l'échange que cette idée de transférer la Comédie sur la Plaine Achille est devenue réalité. Avec l'EPA, nous avons la même idée de l'avenir. Celle d'oser l'ambition pour ce territoire, pour cette ville qu'est Saint-Étienne. Cette modification de l'image est en cours, et la reconstruction de la Comédie est un élément clé de ce changement » (Arnaud Meunier, directeur de La Comédie).

Tandis que de l'autre coté des rails, l'ancienne manufacture accueille notre pépite, le centre du rayonnement de la classe créative internationale, notre fabrique communale de label, notre fier patrimoine du passé engagé dans l'avenir : l'EPCC, (Etablissement Public à caractère Culturelle), cité du Design, son école et sa grand messe biannuelle. Avec en plus, sa nouvelle grande usine créative produite par nos « caisses de dépôt et consignation », et l'EPASE pour des locataires complètement capitalo start up.

« En intégrant la Grande Usine Créative, nos start-ups, hébergées pour une durée maximale de 23 mois, bénéficieront d'espaces de travail privilégiés et interconnectés. La Grande Usine Créative est un lieu stratégique favorisant les

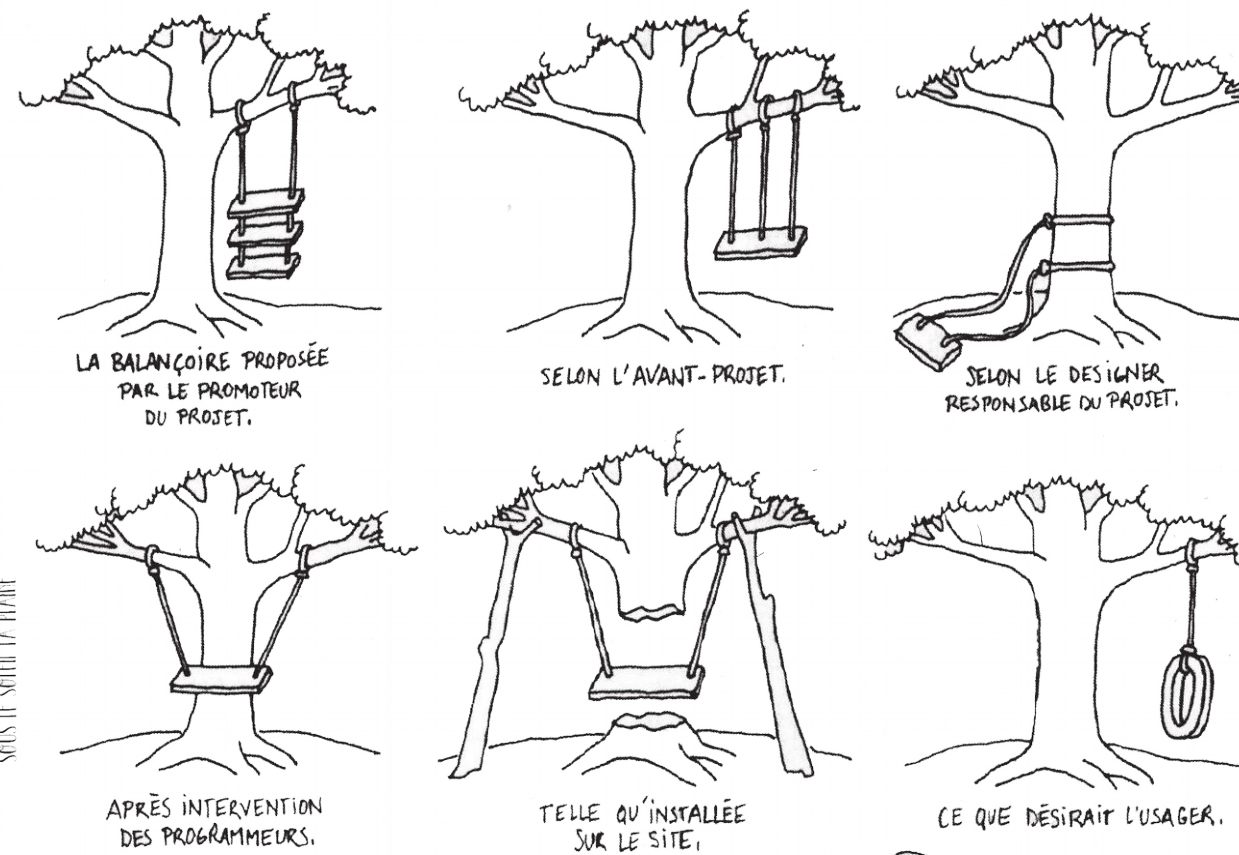
rencontres, les collaborations avec la French Tech, DesignTech et tous les partenaires de l'innovation : acteurs institutionnels et académiques, entreprises privées, clusters, pôles de compétitivité » (Christophe Balichard, maire du Village by CA, accélérateur de Start-up. CA comme Crédit Agricole). Attention ce mix ne propose rien de nouveau sous le soleil. Et puis à Saint Roch, le petit dernier des quartiers à refaire, qui est-ce qui s'occupe du petit débat participatif, du lien avec les habitants du passé ? C'est COOP/ROCH, des habitants (ou pas) éduqués et précaires du futur.

Pour le CAC 40, l'EPASE s'en est occupé à Chateaucieux, et pour notre consommation il a promu STEEL, plus qu'un centre commercial, une cathédrale, l'entrée lyonnaise de notre ville, une architecture innovante en cohésion avec nos Crassiers - notre identité.

Serait-ce notre effet de levier qui revient sous sa forme communication? Tout est image :

« La création de nouveaux équipements culturels vise à doter la ville d'une infrastructure de prestige autour de laquelle s'articule l'ensemble du projet urbain. Le recours à une architecture spectaculaire, conçue par un architecte de renom, produit ainsi une nouvelle image de la ville : le bâtiment en question devient le symbole de la reconversion postindustrielle de la ville et de sa capacité à mettre en œuvre des projets de grande envergure. Par son architecture iconique, le bâtiment révèle la modernité et la créativité de la ville aux yeux des visiteurs et investisseurs extérieurs » ( Qu'est-ce que la ville créative?)

Allons donc, créons un terrain d'entente, you me nous avec domination et brevets. Inclusion à la bourgeoise. Rien de nouveau sous le soleil.



SOUS LE SOLEIL LA PLAINE

Merci professeur.



# QUARTIER SAINT-ROCH

## NOUVEAU THÉÂTRE DE RENOVATION URBAINE

La transformation du quartier Saint-Roch vise à redynamiser un quartier qualifié de « précaire », « peu attractif », « peu sécuritaire ».

L'aspect participatif du projet est revendiqué par les aménageurs.

Il est évident que l'empowerment « à la française » n'est qu'une illusion pour renforcer la légitimité d'action des établissements chargés de la rénovation urbaine quand bien même ils tentent de déléguer leur projet à des acteurs locaux.

Nous avons donc mené l'enquête et nous sommes interrogés sur le lien entre l'EPASE (Établissement Public d'Aménagement de Saint-Étienne) et les associations du territoire.

Le projet Urbain Saint-Roch en quelques mots

L'EPASE a donné pour mission au collectif CoopRoch\* regroupant un ensemble d'experts (urbanistes, architectes, sociologues...) de participer à l'élaboration d'un projet global d'aménagement incluant l'espace public et l'habitat sur le périmètre du quartier Saint-Roch. La démarche est présentée dans leur brochure de la manière suivante : « une approche innovante associant le travail de terrain et de bureau avec les participations des habitant.es, des usagers, des gestionnaires et des partenaires publics autour d'un projet commun fédérateur, cohérent et qualitatif ». Après un diagnostic de 5 mois en 2017, les travaux sont lancés début 2018.

\*CoopRoch: Itinéraire bis, Pauline Fargettas, Captain Ludd, Bingénierie, Novae, Rues du Développement Durable, Migraton et Images Mémoires, Fédération Soliha.

La langue de bois : une maladie contagieuse ?

L'EPA Saint-Étienne a publié un recueil de tous les Ateliers PARTICIPATIFS THÉMATIQUES qui ont eu lieu dans le cadre du Projet Urbain Saint-Roch. L'objectif de la rénovation urbaine est de rendre le quartier plus attractif en offrant des « espaces et des usages adaptés aux besoins contemporains ». La notion de « confort urbain » y est forte et clairement défendue.

Mais de quel confort parle-t-on et surtout pour qui ? À quels besoins contemporains les nouveaux aménagements vont répondre ? Et les besoins de qui ?

La ville de Saint-Étienne a été qualifiée comme étant la capitale des taudis (cf article du Monde, 08/12/14). La municipalité mise sur sa redynamisation pour la rendre plus attractive. Ces mots relevant du dictionnaire de la Langue de Bois même s'ils se présentent comme très positifs, sont peu transparents car ne

dévoient pas les réelles intentions des pouvoirs publics. Mais surtout, ils sonnent creux car, utilisés à outrance, ils sont vidés de leur substance sémantique.

Qui irait s'opposer à un « projet commun fédérateur » ? Au « bien-être » et au « confort urbain » ? Ou encore à un « quartier vivant » ou à des « espaces de respiration » ?

À travers ces termes là, l'EPASE se donne une image très encourageante, pleine de bienveillance et de bonne volonté de sorte qu'il semble difficile d'arriver à lire entre les lignes pour construire une critique qui aurait du poids. Si les aménageurs restent transparents dans leurs publications (elles sont accessibles sur leur site), ils le sont moins dans leurs intentions.

Qu'entendent-ils par « besoins contemporains » ? Quel aspect veulent-ils donner à la ville ?

Si CoopRoch applaudit dans sa brochure le passage des musiciens du conservatoire, les restaurants qui ont vu le jour ces dernières années sont totalement dénigrés. « On aime bien voir passer les musiciens petits et grands avec leurs instruments, c'est agréable, sympathique, cela renvoie une image positive » opposé à « Aujourd'hui, la rue Durafour pâtit d'une image dégradée pour de multiples raisons qui se cristallisent autour de la forte concentration de restauration rapide, si bien qu'elle est identifiée petit à petit comme « la rue des Kebabs ». Cette volonté de contrôle de ce que doit être une ville ou un quartier en fonction d'intérêts politiques et économiques est déplorable.

Malgré tout, ces discours sont monnaie courante et leur élan optimiste peuvent nous désespérer plus qu'une parole franchement assumée. On aura bien compris que le destin forcé de Saint-Étienne est de devenir attractive comme sa voisine Lyon. Le budget de la ville est majoritairement consacré à des projets commerciaux et financiers. Il vise un centre des affaires imposant près de la gare, un futur centre commercial défiant toute concurrence, des quartiers qualifiés précaires rénovés pour

accueillir une nouvelle population au détriment de celle existante, une biennale du design pour se donner une identité culturelle forte. Tout ceci bien entendu au préjudice du déploiement de structures d'hébergements d'urgence, de l'accueil de demandeur.es d'asile, de l'attribution de subvention à des associations, de l'emploi de salarié.es dans les écoles etc. Les priorités de la mairie en étroite collaboration avec l'EPASE (pour rappel le président du CA n'est autre que Gaël Perdriaux), sont évidentes. Elles se résument à passer un coup de peinture sur la ville avec une touche de vernis design. Une peinture bling bling et pleines de paillettes qui donnent l'impression que la ville sera merveilleuse à l'instar des panneaux des promoteurs immobiliers placardés devant des bâtiments en construction. On y voit des enfants qui jouent, une dame qui promène son chien et des voisins qui discutent. Mais, si cette image reflète une vision du monde en total décalage avec la vie réelle, elle témoigne aussi d'une volonté de faire sa place dans un modèle capitaliste et concurrentiel entre les villes. C'est une gestion entrepreneuriale des métropoles qui s'ancre dans une vision futuriste ayant pour but de faire table rase de l'existant.

De la démocratie participative à la française

« Avec l'objectif de redynamiser l'attractivité commerciale et résidentielle du centre-ville, l'EPASE a employé des méthodes dynamiques de consultation et d'expérimentation urbaine, avec la participation active des citoyens. » (Zoom d'ici, 03/05/2017) Afin de rendre légitime ces projets de rénovations urbaines, le recours à la participation des habitant.es est de plus en plus pratiqué. Mais qui participe à ses ateliers de réflexions ? Quelles thématiques sont proposées ? Quels outils utilise-t-on et sont-ils accessibles à toutes et tous ? Finalement que fait-on de la matière qui émerge dans ces réflexions ? CoopRoch a proposé plusieurs ateliers, appelés APARTHE, ayant pour but de réfléchir avec les habitants autour de la rénovation de leur quartier et de leur besoins. Il y en a eu 6 au total établis entre mai et octobre 2017, ils ont servi à la construction d'un « diagnostic de territoire ». Au cours d'un entretien avec une des personnes engagée dans Coop Roch, il semblerait qu'un groupe d'habitant.es se ferait les membres actifs représentants de l'ensemble des riverains. Or pour s'impliquer dans ce processus politique « l'individu se doit de connaître les codes, les logiques de projet et de disposer de ressources particulières tant culturelles, relationnelles qu'économiques »<sup>1</sup>, de sorte que seulement certain.es y prennent part. Comme d'habitude, on imagine donc une poignée d'individus blancs, aux cheveux gris, avec du temps et des ressources, défendant leurs intérêts (proches de ceux.celles des aménageurs ?) au détriment d'autres.

Quelles thématiques sont proposées ?

« La plupart du temps les démarches de participation de proximité ne partent pas des préoccupations des gens mais de celles de l'institution qui a souvent tendance à se focaliser sur des questions d'urbanisme ou de cadre de vie. » (La participation citoyenne dans les projets urbains, enjeux et débats, Joris Danthon, dans Urbanisme)

À travers des parcours commentés du quartier, réflexion autour de cartes, de maquettes ou encore de photos pour cibler les points faibles et les points forts, plusieurs idées ont émergées. Néanmoins, « les contraintes budgétaires et techniques font que les préconisations ne pourront être intégrées dans leur

ensemble ». Et Steel combien ça coûte ?

Quelles préconisations seront mises de côté ? Lesquelles seront gardées ?

Sur leur brochure, il est écrit noir sur rose « Le présent compte-rendu a pour vocation de synthétiser – le plus fidèlement possible – les échanges et les informations recueillies. Il n'engage en rien l'EPASE, la Ville de Saint-Étienne et la Métropole sur les orientations du projet ».

Alors pourquoi ? Malgré toute leur bonne volonté, CoopRoch et ses démarches sont-elles vraiment participatives ? Les habitant.es, usager.ères, commerçant.es ont-ils vraiment pris part à une procédure si l'on adopte la définition au sens politique de la participation ?

Inviter à participer uniquement sous cette forme ne serait-ce pas une manière de rendre illégitime toutes autres formes de prise de position qui seraient en dehors du cadre bien délimité (avec ses règles, ses outils, ses thématiques) imposé par ces « expert.es du pouvoir d'agir » ? N'y a-t-il pas là une pleine déposséder de la liberté des personnes dans leur réelle capacité d'action et de réflexion ?

Ces questions méritent d'être creusées car ces méthodes se répandent de plus en plus. Elles donnent l'illusion d'une prise de pouvoir or celui-ci est brimé par des règles établies au préalable et qui ne peuvent être dérogées. Les expert.es ne font que mettre la main dans un sac de nœuds et tirer les ficelles qui vont dans leur sens. Ils cherchent à rendre légitimes leurs décisions en utilisant la parole comme enfin pris en compte par les pouvoirs publics.

1. La participation citoyenne dans les projets urbains, enjeux et débats, Joris Danthon, dans Urbanisme



# TROMBINOSCOPE



## RDD

L'association « Rues du Développement Durable » est fondée en 2009, et a pour face la plus visible les locaux étalés juste aux pieds des marches du Crêt de Roc, rue Salengro (à 1mn de la Préfecture). Mais RDD a pour but affirmer de réaménager les rez-de-chaussée vacants de tout le quartier du Crêt de Roc. « Pour rendre le quartier plus solidaire, plus convivial, plus économe, plus participatif et plus créatif » : un condensé d'alternatives pas méchantes, voire même chouettes. Mais qui, concentrées, sont un vecteur potentiel de gentrification de la fameuse colline. Des membres de l'asso s'en défendent, arguant que le quartier reste cosmopolite. C'est se fourvoyer naïvement quand à ce processus, qui peut prendre plusieurs dizaines d'années pour voir un quartier totalement transformé : il reste toujours des familles immigrées à la Croix-Rousse lyonnaise ou dans le Panier marseillais, perdues au milieu du carnage clinquant. Il est d'ailleurs à noter que ces deux quartiers (en pente et très proches de la Mairie, eux aussi) se sont toujours enrichis du bas des pentes vers le sommet, progressivement. D'autres membres de l'asso assument par contre publiquement doutes et questionnements quand à leur rôle dans tout ça. Et c'est bien là que réside la meilleure position pour ne pas exclure des gens d'un quartier où elles vivent. Douter, garder du recul sur ses actions pour participer le moins possible à cette lente éviction. Parions, en toute franchise, que n'importe quelle personne qui a écrit ou va lire ce journal (celui que tu lis en ce moment) peut par ses habitudes dans la ville, les actions et collectifs

auxquelles il participe, les lieux où il traîne, se retrouver vecteur de ces changements de populations d'un quartier. Tout le monde a une responsabilité dans ce « truc si complexe ». Mais il reste une différence notable sur laquelle s'appuyer pour juger d'une action de quartier : tout le monde n'accepte pas de financement direct d'un aménageur comme l'EPA pour créer de nouvelles dynamiques urbaines !

Et une fois passé ce pas, il semble hypocrite de s'ingénier qu'on était pas au courant, avouons-le...

« La quasi disparition de nombreux commerces de proximité laisse en friche des dizaines de boutiques au rez-de-chaussée des immeubles. Dans ce contexte, il n'est pas utopique de penser que des activités et des services à finalité solidaire écologique, sociale et durable puissent contribuer à revitaliser ces 'mini-friches'. », nous vante RDD sur son site. Mini-friches à mini-fric équitable donc alter-acceptable ; CQFD.

Depuis 2018, histoire d'être pur et honnête dans leur indéfectible lien avec le Crêt2Roc, RDD a rejoint l'équipe de CoopRoch, sous commande de l'EPASE, et rénove en ce moment, à deux km de leur berceau, près de la fac, le Quartier Saint-Roch (avec d'autres alter-expertEs, sociologues, et architectes steps...), avec sa sauce épicée au mode consultatif cette fois... Let's Roch again !

## CARTON PLEIN

Collaborateur régulier de l'EPASE, créé en 2010. Pendant 5ans, l'asso concentre ses activités à La Cartonnerie, près du Viaduc de Carnot : projets collectifs, pluridisciplinaires et ancrés dans la ville. Super. Elle a l'air sympa et fun. Rien à dire ?

« Elle propose ici et ailleurs l'exploration sensible de sites, des installations artistiques In Situ, des aménagements éphémères ou semi-pérennes, des temps de sensibilisation et d'échanges, un observatoire des usages et un cadre de recherche/expérimentation sur la fabrique de la ville. CARTON PLEIN souhaite (...) participer à l'évolution des modes de conception de l'espace public et à l'invention de nouveaux modèles d'urbanité, tout en gardant comme socle

fondamental le loufoque, le décalage et l'humour. » (cf. <http://carton-plein.org>) Qui s'opposerait à un peu d'humour dans la grisaille ?

En 2015, pour la 9e Biennale, l'asso met en place le B.E.A.U. « Le Bureau Éphémère d'Activation Urbaine s'est implanté pendant un mois au cœur du quartier Jacquard (...) avec le soutien de l'EPASE. C'est le prototype d'un outil d'urbanisme multiforme centré sur les rez-de-chaussée du quartier qui amorce le changement. »

« Nous avons profité de cet événement pour créer un temps inédit, une impulsion puissante, et fédérer toutes les bonnes volontés. C'était l'occasion rêvée de dérouter les visiteurs jusqu'à nous, au cœur de la Ville Créative pour qu'ils contribuent à leur tour à la réflexion en cours (...) afin de prototyper des activités nouvelles au cœur du quartier Jacquard en pleine mutation. » Les RDC sont retournés à l'abandon par la suite, freinant un peu le processus à Jacquard ; erreur qui ne sera pas renouvelée dans les grands plans de l'EPASE qui suivront.

À la suite de cela, histoire d'être pure et honnête dans leur indéfectible lien avec le quartier Jacquard, la bande déplace ses cartons (toujours financés par l'EPASE, scotch compris) en hypercentre pour retrouver d'autres acolytes et préparer pour la 10e Biennale, l'aventure « Ici Bientôt » en 2017.

(À noter que depuis, Carton Plein a bougé ses affaires « dans le village de Job, bourg de 1000 habitants du Puy de Dôme. »)

## ICI BIENTÔT

Avec le déplacement de la CAF, la Sécu et la Comédie (R.I.P. Jean Vilar), on pouvait se douter que l'EPASE avait des idées pour le quartier Beaubrun. Laisser se prélasser le Barbès stéphanois à 3mn de bottines (cirées) de la mairie ? Que nenni ! Il faut venir le centre-ville !

En 2017, pour la 10e Biennale, l'EPA regroupe donc Carton Plein et le CREFAD Loire dans l'immeuble à l'angle Rue de la Résistance / Rue de Beaubrun. Naït « Ici Bientôt ».

Le CREFAD a pour credo l'éducation populaire, et « a pour but de développer, soutenir et mettre en réseau des projets qui visent à promouvoir l'autonomie de pensée et d'action des individus / Etablir des rapports humains, économiques et sociaux, solidaires et équitables / Lutter contre les inégalités, les habitudes, les intolérances et notamment celles liées à l'accès à la culture. »

Super. Qui pourrait être contre ? Les propositions sur leur site sont intéressantes et semblent pertinentes. Mais pourquoi les coupler à une opération immobilière ciblée par l'État et la municipalité ?

La rue piétonne a vu, à la suite de cela, s'ouvrir nombre de commerces et initiatives citoyennes (bar à thé vegan, boutique à cigarette électronique, atelier de bricolage participatif...), sortant les vitrines de leur vacance(s). Et qui cette fois seront financièrement aidées plus longtemps pour leur permettre de pérenniser leur activité.

Pour créer le lien avec la population du quartier, l'Asso « Terrain d'Entente » (pédagogie sociale en action directement dans les rues avec les jeunes et les femmes du quartier, sans locaux et presque sans financement ; une vraie équipe de terrain, elle, pour le coup) s'est vue proposer un local en haut de la ruelle, en guise de reconnaissance, à n'en pas douter. Couscous et thé à la menthe. Super. On intègre les populations d'origine immigrée au processus, pour une fois. Super. Bien entendu, leur espace est le premier à fermer après la Biennale. Surprise ou manque de rentabilité ? Peu importe, la pilule est passée sans fausse route... la suite Bientôt !





Entretien avec deux membres actifs de l’Amicale Laïque du Crêt de Roch ainsi que du collectif Les cris du quartier, une fin d’après-midi de janvier, sur les hauteurs du quartier.

Est-ce que vous pouvez commencer par nous raconter un peu votre histoire ? Je crois que dans le quartier du Crêt de Roch, ça commence pour vous par un collectif qui s’appelle Les cris du quartier ?

G : Ça a commencé il y a quand même quatre ans maintenant. On en avait discuté avec les gens de la JC à la base, de monter un événement sur un quartier, et de renouer en même temps avec une fête populaire tout en ayant une vocation politique, en cherchant à se réappropriier l’espace public en gros. Bon, c’est des termes très utilisés aujourd’hui « espace public », mais c’était le but quand même, participer à tisser du lien dans un quartier avec une histoire politique.

C : On faisait des événements très étiquetés JC, donc c’était une manière de se lancer sur autre chose. Y’en a un qui a proposé le 14 juillet, qui a quand même la tronche d’une fête très patriote ; on s’est dit qu’on pourrait se réapproprier cette date-là et en faire un truc très différent, un bal populaire qui ne serait pas réservé aux supers citoyens patriotes.

Vous habitez au Crêt de Roch pour avoir cette idée et organiser tout ça ?

G : Ben c’est toujours un quartier qu’on a squatté, moi j’ai grandi au Crêt de Roch. Y’a pas mal de copains/copines dont les parents habitent au Crêt. Et puis assez logique pour nous, avec plein d’attaches et proche du centre-ville, pas trop gentrifié, et encore hyper mixte dans sa population.

C : La première fête, on voulait toucher large. On faisait plein de réunions, c’était ouf, on avait plein d’idées. Mais on avait pas de thune du tout, donc on a organisé une première soirée à l’amicale de Tardy, on connaissait bien des gens là bas. Plein de gens sont venus, ça nous a grave motivé, et on s’est lancés dans le 14 juillet. On a monté une asso qui s’appelait - tiens-toi bien - En marche, [de grands rires] on trouvait ça hyper cool, en rapport avec les escaliers, on a longtemps signé des chèques En marche, on a même réfléchi à porter plainte, mais c’était galère...

G : Et c’est là aussi qu’on rencontre l’Amicale Laïque, on cherchait à rencontrer des structures qui accueillent du public et qui font des trucs avec les gens du quartier. Et on a été bien accueillis, surtout par Raymond qui y est investi depuis très longtemps. On s’est grave bien entendus, ils nous ont mis des locaux à disposition, nous ont aidés sur plein de trucs : en nous prêtant du matériel, en en parlant à tous les parents d’élèves,

aux gens du quartier. Il y a eu beaucoup de monde la première année, ça commencé dans les escaliers et ça s’est déplacé dans le square pour la soirée.

Comment ça s’est passé avec les gens du quartier, vous avez rencontré du monde ?

C : Ben ça prend forcément vachement de temps... La première année, on avait prévu des trucs, des temps pour faire des gâteaux avec les enfants, etc. Les gens sont pas trop venus, mais en fait c’est normal, on déboulait un peu de nulle part. Depuis deux-trois ans les gens viennent un peu plus, en tout cas sur ces événements-là. Mais c’est compliqué, au début les gens passaient voir, les jeunes étaient par là mais un peu éloignés de la fête, et ça nous a posé pas mal de questions. On voulait pas que les gens (qu’on imagine être « ceux du quartier ») deviennent pour nous comme une caution morale à l’aspect populaire de notre truc. En fait, c’est populaire d’abord parce que ça coûte que dalle ! La bouffe est pas chère, y’a des artistes qui font des trucs très différents, et progressivement les gens sont venus, des parents de jeunes de l’Amicale. Et nous, on a tous fini par s’installer dans le quartier, donc on croise les gens, et maintenant ils nous rejoignent d’abord parce qu’on est leurs voisins, non plus comme des gens qui organisent des événements culturels ou j’sais pas quoi.

Et c’est à partir de ce moment là que vous vous êtes investis dans l’Amicale laïque du quartier ?

G : Au fil des échanges, on s’est rendu compte que ce lieu là avait un potentiel de dingue, avec une diversité d’activités assez ouf, un secteur enfance avec énormément de jeunes et très jeunes du quartier. Mais aussi de la dentelle, de la peinture, de la boxe, de la danse... Raymond faisait presque tout, à coup de plus de 40 heures par semaine, de l’administratif au ménage... Quand il a vu notre énergie, et puis la dimension politique de notre démarche, dans la manière de faire les choses, la continuité entre nos engagements politiques et la vie un peu quotidienne, le fait de faire les choses ensemble, avec d’autres, ça lui a plu. Et pour moi c’est aussi lié au fait que le quartier du Crêt de Roch est en pleine mutation, que les gens investissent dans l’immobilier, un type comme Raymond ça fait longtemps qu’il voit ces dynamiques là arriver, il dit toujours que la mairie veut en faire un « petit Montmartre ». Et je pense qu’il était content de voir des gens comme nous arriver, qui ont envie de s’intéresser à la vie du quartier comme elle est, et d’y participer sans chercher à la réhabiliter ou à la nettoyer, la laisser.

C : À Sainté y’a une amicale laïque par quartier, mais c’est une

**En fait, c’est populaire d’abord parce que ça coûte que dalle**

des rares villes où y’a ça – je crois qu’il y a aussi quelques villes dans le Nord, des anciennes villes minières – et on a un peu pigé leur histoire. L’histoire de l’Amicale du Crêt pendant la résistance, avec les militants communistes... Après, le problème auquel on fait face et qu’on découvre, c’est que d’un côté c’est trop bien qu’un lieu comme ça fasse autant de choses avec aussi peu de moyens, avec des gens motivés et des bénévoles qui ont envie de s’en emparer ; mais d’un autre côté, notre engagement à nous dans ce lieu, est-ce que ça participe pas à des mutations ? Est-ce que, bien gratuitement en plus, on participe pas à gentrifier le quartier, à lui donner une touche un peu cool ? C’est sûr que la mairie doit nous voir comme les bons petits « blancs », « bien éduqués » qui font le taff et font des choses dans un quartier comme ça. Ils nous savent politisés, ils nous connaissent, et ils attendent qu’avec les années on aille dans leur sens. Donc c’est un peu à ce genre de questions qu’on a à réfléchir depuis.

Comment vous percevez la politique de la municipalité concernant vos activités ?

G : Sur les amicales laïques en général, la stratégie globalement c’est qu’on fournisse le plus d’activités possibles avec des budgets assez bas, et surtout ils foutent la pression aux amicales qui n’ont pas autant d’activités, qui font pas autant de trucs que d’autres ; en leur disant « si cette amicale arrive à faire ça – et même si c’est énormément de bénévolat derrière, ou des heures supplémentaires aussi – vous aussi vous devez y arriver ». Si non ces amicales sont menacées de perdre des subventions. Il y a des formes de chantages de la part de la mairie, qui par ailleurs est vraiment contente de mettre en avant ces lieux là. Un bon exemple, c’est en lien avec la biennale du design. On a beaucoup été sollicités sur la question du Tiers-lieu, à l’image du Mixeur qui est à côté de la Cité du design, et qui est LE Tiers-lieu par excellence à la sauce design. Ils nous proposent d’être labellisé Tiers-lieu, comme ça, bien gentiment, pour reconnaître ce qu’on fait déjà. Mais nous on s’en fout totalement d’être un Tiers-lieu, on fait ce qu’on fait. Une amicale, ça veut dire quelque chose, ça a une histoire. Et puis bien-sûr, y’a une contrepartie : il faut qu’on soit prêts à accueillir des expos, des stands pendant la biennale. C’est une façon un peu facile pour eux de dire « ben voyez comment le design vient dans les quartiers populaires, comment il rayonne sur la ville ! ». Alors c’est sûr qu’ils veulent nous filer une enveloppe pour ça, mais c’est les logiques qui y’a derrière et les contreparties implicites auxquelles on essaye d’être attentifs. Si on accepte, on est pas à l’abri que dans un an on nous demande d’intégrer un cadre d’Orange (ou j’sais pas quel partenaire) dans le CA, en nous disant, « ben si, il vous a filé de l’argent ! ». Dans le conseil d’administration il y a des gens pour et des gens contre. Pour cette année ça ne se fera pas, on a plus de nouvelles, c’est trop tard.

C : Franchement, là y veulent bien nous donner un peu d’argent pour accueillir quelques touristes pendant la biennale, mais dans deux mois si on demande une sub’ pour faire venir des clowns ou une fanfare, y vont nous rire au nez, c’est sûr. Donc, on se méfie. C’est pas les mêmes projets de ville qui se jouent, entre eux et nous. On voit bien que l’ambition de Gilles Artigues, de Perdriau, c’est que leur ville rayonne à côté de Lyon, qu’elle monte un peu en standing.

Comment vous définiriez votre manière de faire, d’agir dans un quartier qui change ?

G : Ben nous on y vit sur le quartier, donc ça change pas mal de choses. Par contraste, tu vois l’EPASE a pas mal investi dans la rue Néron (ça a commencé par envoyer la police pour nettoyer un peu), il travaille avec « Au pied des marches », « Rues du Développement Durable » qui sont aussi au Crêt. Donc on travaille ensemble sur différents projets, notamment un Brico’bus en ce moment – un bus avec du matos de bricolage mis à disposition pour les assos et habitants du quartier – initié par RDD. Tu vois, l’idée est cool, mais ça répond à aucun besoin, c’est d’abord une personne qui savait comment trouver le financement, ça part pas vraiment d’une problématique... On a retapé « La Cale » pour en faire un petit café de l’amicale, où tu peux rentrer passer un moment. Si la mairie l’avait fait, ça aurait ouvert du jour au lendemain, tout neuf. Je pense pas que les gens auraient pigé ; là, pas mal de liens qu’on a avec des jeunes ou autres, c’est qu’on a passé tout un temps à bricoler, à tout faire nous même, que les gens sont passés nous donner des coups de main, et c’est là que ça se joue.

**[...]**

**il dit**

**toujours que la mairie veut en faire un « petit Montmartre ».**





# QUI S.E.M. LE VENT ?

Il fût un temps lointain où l'on appelait métropole une ville anormalement grande. Une capitale parmi les autres capitales, ou assimilées. Londres-New York-Paris-Tokyo, pour faire court. Des pôles humains et économiques en compétitions depuis des siècles, pour faire court.

Il fût un autre temps où les campagnes furent délaissées au profit des zones de concentration industrielle (et donc d'embauche), où les villes ont poussé, sans pouvoir ni chercher à planifier leur expansion, grossissant souvent par à-coups désordonnés.

Il fût un temps plus récent où ces amas se baptisèrent métropoles à leur tour, à force d'amalgame et d'expansion. À force de déconcentration, la décentralisation a ôté une part d'exception à Paris et favorisé l'expansion des métropoles régionales. Les petites et moyennes agglomérations symbolisent même à présent chômage et ennui.

Ces métropoles, ancrées dans le fonctionnement et les flux de notre planète libérale, sont, bien entendu, interconnectées. Mais elles sont aussi opposées entre elles, car en guerre économique constante. Une guerre qui, encore une fois, ne dit pas son nom : bataille de concurrence liée à leur attractivité, leur rayonnement.

Et pour créer l'attractivité, il y a quelques temps que politiques et urbanistes ont compris qu'il ne suffit pas de construire un quartier d'affaires et un réseau de transports efficaces (même s'ils restent au cœur du projet d'ensemble, comme l'a montré le projet d'A45 ou l'emballage du « Quartier d'affaires Châteaureux). Il convient de maîtriser l'image de la cité, de la même manière qu'on joue sur celle d'une entreprise pour influencer sur sa cotation en bourse. Elle doit faire envie, tendre vers le futur (ou du moins le présent connecté, ce qui est vendu de la même manière), être agréable et

respecter les dogmes de son temps : ville verte et fleurie, vivante et cosmopolite, propre et vigilante. Et si ce n'est pas tout à fait le cas, elle doit tout de même réussir à en fournir l'illusion en 4m par 3. La métropole n'est plus tant un lieu de vie que la promotion d'un rêve. Même si la représentation de cette cité idéale discordante avec son fonctionnement au quotidien, qu'importe.

« L'économie mondialisée impose, à nouveau, la figure de la ville et, en particulier, celle des grandes métropoles. (Ce sont elles) qui ont exprimé, symbolisé la Renaissance européenne du 16ème siècle. Elles l'ont rendue possible par la fertilisation croisée du commerce, de l'université et des arts. Ce sont elles qui ont inventé le capitalisme marchand. (Aujourd'hui, les villes) retrouvent leur rôle historique de lieux d'échanges, de lieux de création de richesses économiques, intellectuelles et culturelles. » (Gérard Colomb, « Et si la France s'éveillait », 2012)

Saint-Étienne Métropole (abrégée en SEM, pour permettre plein de jeux de mots de comm' - le sourire est important pour la pub) naît le 1er janvier 2018, s'affranchissant des banals titres de communauté de communes ou d'agglomération, dépourvus de strass autant que de panache. Mais la Métro' constitue simplement la continuité des logiques de développement en cours depuis plusieurs décennies à Sainté. Ses 53 communes sont bien soumises à Sainté, qui dispose de 42 sièges à son Conseil (seulement 18 pour le reste des communes). Gaël Perdriau en est le Président. De même qu'il est Président du Conseil d'Administration de l'EPASE (Établissement Public d'Aménagement). La municipalité a donc toutes les cartes en main pour gérer comme bon lui semble le développement de son produit ; je veux dire notre ville. Mais malgré l'obsession communicante de l'équipe en place, la tâche n'est pas toujours simple,

## II convient de maîtriser l'image de la cité, de la même manière qu'on joue sur celle d'une entreprise pour influencer sur sa cotation en bourse.

avouons-le. En 2014, un grand quotidien national contrecarre les enjeux marketing de l'Éden ligérien :

« Le ciel est bas mais l'impression de grisaille, presque poisseuse, ne vient pas de là. Dans ce quartier de Saint-Étienne, ce sont les immeubles délabrés qui donnent le bourdon. Les façades sont comme couvertes de suie. Là, des cabanes surplombent le dernier étage d'une construction. Ailleurs, c'est un empilement de bâtiments décrépis au détour d'un escalier. Ici, à quelques pas du palais de justice, dans ce qu'on appelle la Tarentaize, l'un des quartiers déshérités de la commune, même les arrière-cours abritent des bâtisses qui tombent en ruine. Armeville, l'autre nom de la cité de Manufrance, semble être restée "pauvre ville", la capitale des taudis. » (« Le Monde », 9 décembre 2014)

La fierté populaire de la ville est froissée par cette photographie très parisienne décrite dans l'article. Mais ce n'est rien à côté du contrecoup porté au plan marketing (lancé grosso-modo au même moment) de l'agglomération compétitive dont l'image doit être maintenue :

« À partir des années 1980, cette production de contre-images se poursuit en s'alignant sur les stratégies de marketing en plein essor dans la plupart des autres villes françaises et européennes, entérinant la rupture souhaitée avec la ville industrielle : les acteurs locaux développent ainsi l'image de la technopole, avec son centre d'affaires et ses zones

d'activité multiples, avant de rejoindre, à partir de la fin des années 1990, celle de la ville « créative » autour d'un renforcement de l'offre culturelle, de l'appel à des architectes de renom et de la mise en place d'une stratégie basée sur le design. En 2014, la municipalité de Gaël Perdriau (Les Républicains), nouvellement élue, reprend le thème de l'innovation comme marqueur de l'identité locale pour mieux insérer la ville dans les dynamiques de la globalisation. Une campagne de communication intitulée « Savez-vous comment Saint-Étienne change le monde ? » met en valeur l'excellence économique du territoire et son esprit d'innovation, le design étant « naturellement » incorporé dans le patrimoine historique et économique de la ville. (« Des villes en décroissance stigmatisées? Les enjeux d'image à Saint-Étienne », par Vincent Béal, Christelle Morel Journel et Valérie Sala Pala, 2017)

L'année suivante, la contre-attaque médiatique surgit avec cette affiche utilisée comme une armée en campagne : « Saint-Étienne est la capitale du Design. Ça vous étonne ? Pourtant ça fait 200 ans qu'elle invente, et ça continue tous les jours. La preuve : Saint-Étienne est la seule ville française désignée Ville Unesco Design. Elle est aussi labellisée French Tech / Design Tech. Et la 9e édition de la Biennale Internationale Design 2015 a accueilli 210 000 visiteurs. C'est ça, l'expérience Design. »

Désignons-nous Design, rebaptisons la capitale ; tel est donc le virage de la comm' municipale...

Design : le mot est lancé, relancé, malaxé, martelé jusqu'à l'épuisement, jusqu'à le vider d'un sens dont on n'était déjà pas bien sûrEs...

Il semble que tout soit Design, pour la mairie, de la même manière que tout est politique pour unE sociologue militantE. Le Design a surgi de nulle part, à moins qu'il n'ait été extrait par hasard du fond des mines après leur fermeture. Ce n'est pas une exception. Detroit, Turin : le design affectionne les villes déshéritées, car il parvient à faire surgir l'or dans ces zones sans richesse. C'est bien plus comode, l'immobilier y est bouchée de pain, et les habitantEs de ces villes sans-emploi ne peuvent cracher sur un peu plus d'activité économique. Le Design est pratique et pluriel. Il est innovation, urbanisme, économie. Cette spécialité stéphanoise se retrouve même puiser ses origines dans les rubans, les armes et les cycles et est

tourné aujourd'hui vers le 2.0. Car le Design est aussi anté-datable que futuriste. Et surtout, le Design est culture. C'est fondamental, car la culture donne son standing à la métropole.

« Dans ce contexte d'émulation entre villes attractives, les composantes immatérielles importent aujourd'hui autant que les ingrédients physiques du projet urbain. À une époque, on pensait la ville en terme de mètres carrés et de fonctions. Mais la ville n'est pas que des fonctions, c'est aussi des émotions, du frottement social et culturel, des rêves, de l'imaginaire. » (Jean Frébault [ex-dirigeant de l'Agence d'Urbanisme du Grand Lyon], dans « La Part-Dieu a-t-elle une âme ? ») Pour promouvoir cet immatériel, Sainté a opté pour la forme Biennale. Comme Lyon, qui fait les siennes dans la danse et l'art contemporain. La Biennale est une forme très efficace de la culture, en termes publicitaire et économique s'entend. Faire vivre le tissu culturel au quotidien est coûteux et aussi peu lucratif que médiatisable : financer des associations, dépenser les deniers de la ville uniquement pour ses habitantEs est une pratique d'un autre temps. La forme Biennale permet un visibilité et une fréquentation plus large. Un rayonnement bien plus visible. Un accroissement indéniable du tourisme et de l'essor qu'il procure à l'économie locale. Pendant un mois. C'est court, mais peu importe, car il offre une vitrine pour les investisseurs et un terrain d'expérimentation pour les politiques urbaines. Et c'est ça qui prime... Pendant un mois, nous sommes sujets de laboratoires, rats dans l'aquarium. Nos quartiers sont curiosité ; particulièrement s'ils sont délaissés. Jacquard en 2015, Beaubrun en 2017 : la collaboration entre la Biennale, l'EPASE et leurs petits bras locaux (associations, propriétaires fonciers) évolue tous les deux ans, cherche de nouvelles pistes et laisse des traces.

On agit par et pour la Biennale, ici-bas. Puis on peaufine et réinvestit dans l'optique de la suivante. Le Design est l'outil d'aménagement qui finira par pousser les moins fortunéEs hors du cœur de la citadelle, là où les équipements design n'existent pas. Là où l'espace n'est pas muséifié : car même les squares sont expositions en centre-ville à présent. Les immeubles abattus (« On aère », dit le Sainté Mag de Janvier 2019) font place à



des espaces verts où l'on ne peut plus entrer (allez faire un crochet au carrefour des rues Etienne Boisson et Grand Gonnet, ou à celui d'Augustin Dupré et rue Tarentaize - ne prenez pas de pique-nique).

Les abribus aussi sont muséifiés, car tout est à vendre et promouvoir. Démontés pendant tout l'hiver 2015 (quoi de plus logique ?) pour revenir en mars équipés de prises USB... pour la 9e Biennale. Et je vous laisse essayer la nouvelle mouture d'abribus du tram à Châteaureux : la French Tech a inventé l'abri à trous, qui n'abrite ni de la pluie, ni du vent ! Mais avec style, ma foi...

Ici, on esthétise les rues en-dehors du fonctionnel et on appelle ça urbanisme. Le Design à Sainté voudrait même faire entrer nos comportements et nos socialisations au musée, ce temple du silence. Les bancs sont remplacés par des sièges monoplaces, sur des places aérées et vidéosurveillées ; mieux pensées pour le contrôle de l'espace public. Plus de banc : plus de bande de jeunes qui y traîne, ni d'indésirable qui y dort. Après tout, nous n'avons plus besoin de lieu où parler. Nous n'avons plus besoin de ce qui fait lien, rencontre ou croisement; de ce qui fait ville, en un mot. Car nous avons mieux. Nous avons le Design.

Une poussée puissante, omniprésente, un nouveau souffle, pourtant parti de rien. Comme une brise légère qui tourne au mistral agressif. Nous laisserons-nous porter par ce vent sans s'apercevoir qu'il n'est fait que de vide ?









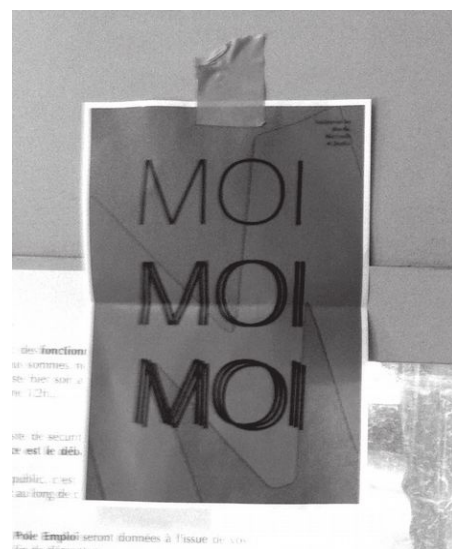
## Extrait

Extrait du texte *L'empathie de la non-vie, design-on l'ennemi* du collectif Manuela Rodriguez écrit lors de la 8ème biennale du Design de Saint-Étienne prenant pour thème « L'empathie ou l'expérience de l'autre ».

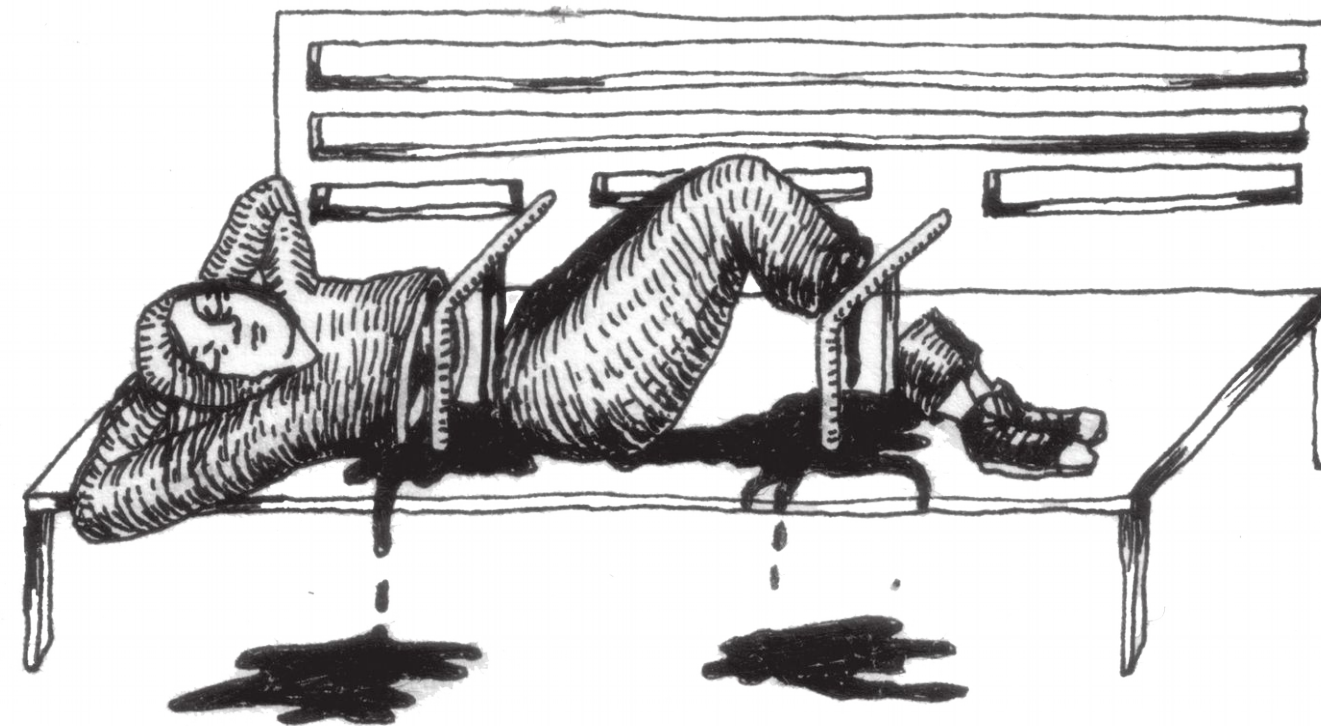
Le design, c'est cool, c'est sympa, n'est-ce pas ? C'est Trendy diront certains pour être dans le coup. Ça rime avec le beau, l'innovation, le progrès. Parfois il y a un petit côté fascinant, magique dirons-nous. Si ça va trop loin alors c'est de la science-fiction, « mais c'est avant tout pour poser des questions » répondront les naïfs la bouche en cœur. Un concept fourre-tout : design environnemental, design commercial, design social, design numérique, design humanitaire... Bref, rien de bien méchant dans ce « quelque chose perdu entre l'art et l'industrie » que nul ne sait trop définir avec précision. Nous allons donc tenter d'expliquer, ici, ce que recouvre ce terme et ce qu'il implique réellement sur et dans nos vies. L'anglicisme design, issu du vieux français *desseing* (1556), conjugue en son sein deux concepts : le dessin et le dessein. C'est-à-dire qu'il est une représentation mais également un projet qui nous parle de notre présent (tel un miroir) et nous permet de saisir ce qui se dessine (ou se projette) dans un futur plus ou moins proche. Le design est donc un projet ; un projet de vie, ajouterons-nous pour être plus exact. Il est considéré comme l'un des grands métiers de la conception avec ceux de l'urbaniste et de l'ingénieur. Tous des métiers totalitaires car totalisants : ils inventent, façonnent, gèrent, rationalisent, planifient et s'imposent à nous, sur nos vies, sans que nous leur ayons demandé quoi que ce soit. Le design n'est pas neutre mais bien notoirement politique ; et ce d'autant plus qu'il flirte constamment avec la domination et qu'il glorifie perpétuellement le système technico-logisticien. [...]

À l'origine du design, nous retrouvons la conjugaison de certains mouvements

artistiques qui ont tenté de critiquer la montée de l'industrialisation. Si l'industrialisation impliquait une modification accélérée de leur environnement et des rapports sociaux, ces mouvements artistiques avaient en germe une certaine mission émancipatrice. Ils ont, d'une certaine façon, essayé de rendre, au moins partiellement, plus vivable le monde tel qu'il était en le délivrant de l'ennui d'une réalité quotidienne déjà de plus en plus envahie par la marchandise. Ainsi, face à la concentration des individus (population ouvrière) dans les villes et les usines, avec leur lot de misère et d'environnement noirâtre, l'Art & Craft tentera d'améliorer le quotidien de l'ouvrier en lui créant un espace de vie agréable et beau (la maison et l'ensemble des objets qui la meublent), mais aussi en lui proposant un retour à la nature et la réappropriation d'un certain savoir-faire (l'artisanat). Toutefois, si à sa manière ce mouvement critiquait bel et bien le nouveau système de production, il ne manquait toutefois pas de s'y associer en rapprochant les Beaux-Arts et l'industrie, par le biais des Arts appliqués. Les mouvements qui suivront - Art nouveau, Baus et la plupart des avant-gardes artistiques du vingtième siècle - ne cesseront dès lors de mener cette danse entre répulsion et attirance où vont s'échafauder des concepts abstraits qui, aisément récupérables et aisément récupérés par le système, n'omettront pas d'aggraver l'immondisme ambiant : telle l'idée d'Art total qui s'applique à tous les aspects de la vie, quoique la plupart de ces mouvements avant-gardistes aient d'abord voulu tout autre chose. Le design, lui, poursuivra son avancée avec les crises économiques, la société de consommation et les nouvelles technologies. Quant aux artistes, ils ne cesseront d'accroître leur connivence, voire leur entier ralliement, avec le système capitaliste industriel, ce que montre assez bien aujourd'hui le misérable spectacle que nous offre le (pseudo)-art contemporain. Deux exemples frappants et significatifs : - Le designer Brooks Stevens qui popularise, dans les années 50, la notion « d'obsolescence programmée », créée par le riche



philanthrope américain Bernard London pour sortir le pays de la grande dépression des années 30. « Saint-Étienne, Capitale internationale du design ». Pour ce faire, elle crée la Cité du design dans l'ancienne manufacture d'armes de la ville : 33 000 m<sup>2</sup>, trois ans de travaux pour un coût de 40,7 millions d'euros avec l'aide de l'État, la région et l'argent du contribuable. [...] Une chose est sûre, ce n'est pas gagné d'avance et c'est tant mieux. A l'instar de villes comme Marseille (capitale européenne de la culture 2013) où se conjuguent résistance et une certaine image collant à la peau qui obstruent les plus mégalos désirs des élites en place. « Redresser l'image de Saint-Étienne ? Il existe des défis plus aisés. Aujourd'hui encore, la préfecture de la Loire souffre d'une mauvaise réputation. Ville froide, ville noire, ville grise et austère, qui ne vaudrait guère le détour... Quelle que soit sa véracité, ce constat accablant demeure un lourd handicap. Surtout dans un contexte de concurrence entre les territoires. Qu'on s'en félicite ou qu'on le regrette, les villes sont en compétition lorsqu'il s'agit d'attirer des chefs d'entreprise, des touristes ou de nouveaux habitants. Et, dans cette bataille, l'image joue un rôle décisif ». Le design est donc bien à entendre comme une marque, un logo, mais aussi un médium et un cheval de Troyes. Dans le monde réseau et à l'heure de la transnationalisation du capitalisme, on nous somme de nous vendre et de nous associer pour mieux combattre contre des métropoles voisines, d'autres états ou d'autres régions du monde. Autrement dit, il s'agit bien d'une guerre dont l'un des principaux objectifs est de coloniser nos esprits et nos territoires.



Qu'on se le dise toutefois : de cette guerre, nous n'en voulons pas, pas plus que nous ne voulons de ces nouveaux habitants qu'elle charrie avec elle, ces néo petits-bourgeois à forts revenus qui nous relégueront, volontairement ou non, à des fonctions subalternes. À force d'être désignée, Saint-Étienne finira par ressembler à n'importe quel quartier d'une mégapole telle que Shanghai, c'est-à-dire par ressembler à rien ou à ce qui se fait maintenant presque n'importe où sur le globe, ce qui revient au même : « modernisation » disciplinaire d'un côté, muséification touristique de l'autre, et néantisation du vivant partout. Notre territoire est donc devenu le terrain d'un incessant conflit de basse intensité que nous nous devons de défendre ; non pour ce qu'il devrait être aux yeux de nos gestionnaires mais bien pour ce qu'il est et ce que nous en faisons au quotidien. Si nous nous battons, c'est pour conserver le peu de vie réelle qui y subsiste encore face à ce dessein mortifère qui nous est destiné. Et tous ces tours de passe-passe qu'on emploie, soit disant pour nous civiliser, ne parviendront pas à nous faire oublier les antagonismes de classe et les conflits sociaux en cours.

[Et], tout le monde voit bien que ce ramdam ne convainc pas tant que ça les habitants de cette ville. Quelle est dès lors la véritable fonction dudit ramdam? Dans la plus pure novlangue, à

créer du discours : parler de et faire parler. « La biennale produit des effets concrets: les nombreux articles qui ont été écrits sur le sujet témoignent d'une vraie reconnaissance. Cela donne une nouvelle image à notre ville et contribue à son attractivité ». La biennale, donc, nous parle du monde de demain. Si le design est né avec la première société industrielle, il témoigne aujourd'hui de la quatrième et dernière révolution industrielle, celle de la convergence des sciences et des technologies NBIC (Nano-Bio-Info-Cogno), qui se déploie sous nos yeux. Elle nous parle de catastrophes à venir qu'il suffirait de conjurer par la grâce et l'intelligence des techniciens et gestionnaires de tous poils. [...] Des horreurs jusqu'à la nausée qui se dissolvent dans le décor, la marchandise et la magie (noire), et que pourtant personne ou presque ne semble vouloir questionner. Pour les quelques attentionnés et les plus critiques, ces monstruosité indiquent bien que le prochain champ de bataille sur lequel planchent moult organismes et concepteurs est bel et bien l'humain. Car après les objets et la nature inévitablement viendra notre tour.

Collectif Manuela Rodriguez - Juin 2013 -





# THE WIRE, Tarentaize SUR ÉCOUTE

Design et numérique sont les mots préférés de nos puissant(e)s pour défendre n'importe lequel de leur projet stéphanois. Les armes fabriquées par Verney-Carron sont design, les micros qui seront installés dans le quartier Beaubrun-Tarentaize-Couriot par sa filiale Serenicity le seront sûrement aussi.

Discrétion,  
intelligence et connexion

La municipalité Perdriesque se veut à la pointe de la Smart City, design, ultra-connectée et surveillée. Les start-up de la cité du design sont donc mises à l'honneur avec ce nouveau projet digne de Georges Orwell. Son petit nom c'est SOFT pour Saint-Etienne Observatoire des Fréquences du Territoire. On croirait presque à un dispositif de défense de nos droits, type Observatoire International des Prisons. Rien à voir. Pour la première fois en France, une vingtaine de capteurs sont installés dans l'espace public, dissimulés dans des lampadaires ou des panneaux de signalisation. Ils n'enregistreront pas les voix (pour l'instant) mais détecteront les bruits « suspects » et donneront l'alerte. L'objectif affiché est de prévenir les keufs en cas de cris ou de coups de feu. Une fois de plus, la lutte contre le terrorisme sert de prétexte à une plus grande surveillance de nos vies. Un agent sera dédié à l'écoute des alertes pour confirmer à l'oreille si les bruits décelés sont bien suspects. On redoute la confirmation par vidéosurveillance qui risque de pousser encore plus loin la réduction de nos libertés

privées. L'expérimentation de six mois risque d'aller plus loin par la suite et déployée sur toute la ville.

Serenicity parle d'un module « discret, intelligent et connecté » pour évoquer les capteurs du leader international Analog Devices. La CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) - sur laquelle on ne comptait pas vraiment - a validé le projet. « Nous n'enregistrons rien [...] nous détectons seulement la signature acoustique » rassure Fabrice Koszyk, l'un des directeurs de la filiale et responsable de plusieurs entreprises spécialisées dans le business conseil ou dans l'accompagnement de PME dans leurs « transactions digitales » (1). Un mec qui pèse quoi.

Les nouveaux  
nouveaux riches

Parlons-en justement de ceux qui font l'entreprise. Serenicity fait partie des start-up chéries par la municipalité et installées à la Cité du Design. Elle a été créée en juin 2018 et est dirigée par six associés. Guillaume Verney-Carron l'héritier fabriquant d'armes la préside. Un joli combo : start-up, armement, municipalité, État. En creusant un peu, on se rend compte que l'un des associés, Eric Pétrotto est bien connu du quartier Manufacture-Plaine Achille sur lequel est implanté la cité du Design. Il est l'ancien directeur du Fil, de la Fabuleuse Cantine et de 1Dtouch. Il est aussi le directeur de DOOD pour Digital Orchestra Of Data, une entreprise fondée en 2017 qui a pour but « la création, co-création, la propulsion,

« Un  
joli combo :  
start up, armement,  
municipalité, État. »

cla transformation de startups du 'nouveau nouveau' monde ». «Dood» c'est aussi en anglais argotique un ami proche, quelqu'un qui te rend fou... On peut dire tellement proche qu'il nous rend fou c'est sûr. Loin d'être une simple entreprise d'informatique tel qu'annoncé sur leur page Facebook, DOOD est référencé sur «societe.com» comme une société spécialisée dans le secteur d'activité de la gestion de fonds. En clair, nous avons à faire ici à la société type d'un «business angel» qui investit dans la nouvelle économie, le nouvel écosystème numérique d'aujourd'hui. Avec Pétrotto, tout passe à la sauce digitalisation : la musique (1DLab/1Dtouch), l'alimentation (FABuleuse cantine), la santé (Allobobo), ... et la sécurité (Serenicity)!

Entre deux photos de la belle cuisine de la Fabuleuse Cantine (pour ceux qui n'y ont jamais mis les pieds, c'est l'endroit chic et pas cher où aime bien se retrouver la bourgeoisie culturelle locale le temps d'un p'tit gueuleton - à la Cité du Design cela va sans dire), Eric Pétrotto poste sur son compte Facebook quelques articles sur la manière dont les smart cities vont changer le monde.

[<https://www.ladn.eu/tech-a-suivre/data-big-et-smart/big-data-changer-vie-urbaine/>]

Le projet est donc le fruit d'une belle rencontre entre la vieille bourgeoisie industrielle et la bourgeoisie des temps modernes, jeune, branchée, cool et connectée, celle qui fabrique la culture « métropole ». Une sorte de mariage entre le pire du capitalisme industriel (les armes) et le pire du capitalisme numé-

rique (collecte et analyse des data), qui prend les quartiers populaires comme terrain d'expérimentation.

Laboratoire  
de la surveillance

L'ANRU (Agence Nationale de la Rénovation Urbaine) qui intervient dans les quartiers prioritaires finance le projet parmi d'autres. 2,2M d'euros sont dépensés pour faire de Saint-Étienne Métropole une « ville connectée » [Programme d'investissement d'avenir ville et territoires durables et solidaires]. « Le projet de Serenicity, qui nécessite dans un premier temps dans les 150 000 € entre dans ce projet global », explique Jean-Pierre Berger, conseiller de Saint-Étienne Métropole et président d'Épures, l'agence d'urbanisme de la région stéphanoise.

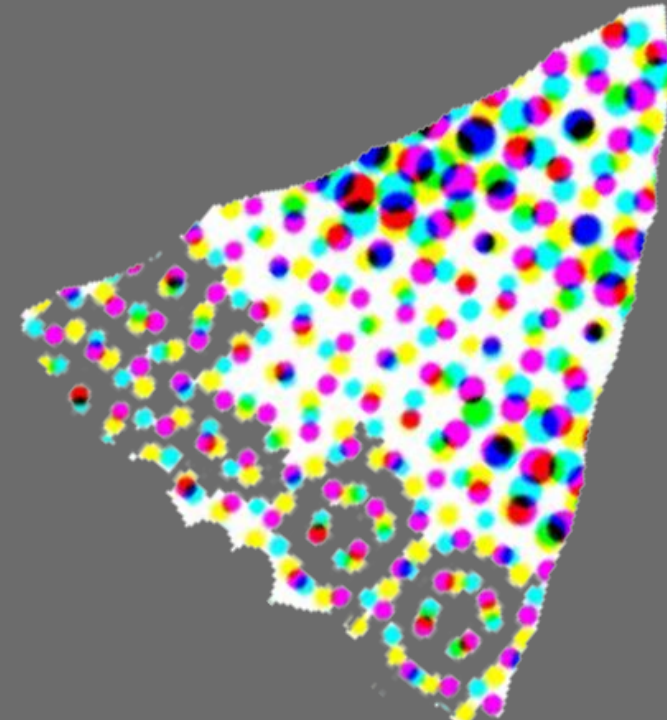
Le policier de l'espace dévoile sa stratégie : « nous nous sommes rapprochés de bailleurs sociaux. Nous comptons sur eux afin de convaincre les habitants des quartiers en difficulté de participer à nos panels. Par exemple, comme avec Serenicity, nous envisageons un partenariat avec Suez pour comprendre la consommation d'eau des foyers et les accompagner dans l'économie des ressources ». Des démarches qui ne sont pas sans rappeler l'application mobile Mobilise qui permet la délation entre stéphanois-e-s en envoyant des messages à la ville concernant les travaux ou les « incivilités ».

Tout ça avec la plus grande bienveillance (le mot est utilisé toutes les deux phrases par Serenity Cité) : « Notre volonté est de rendre plus efficient l'existant et de

rendre moins intrusive la vidéoprotection avec des personnes qui contrôlent les écrans. Le but est d'intégrer notre technologie aux systèmes existants au sein des collectivités » explique Fabrice Koszyk. Nous voilà rassurés, ce projet va garantir nos libertés individuelles... D'ailleurs, « Grâce aux sons collectés, peut-être qu'un jour nous serons en mesure de mener un recensement des chants des oiseaux par exemple. C'est aussi ça, la big data ». On contrôle d'abord les badauds (2), ensuite on s'intéressera aux oiseaux.

1. Il est, avec Eric Pétrotto, l'un des fondateurs de Sunbren, une autre start-up de la FrenchTech. Ce label attribué à Saint-Etienne fait partie des outils du marketing territorial.

2. La Start-up est fière de nous annoncer sur son site en construction qu'en 2050, 7 personnes sur 10 vivront dans une ville intelligente (mais sans oiseaux ?).





# GOOGLE ET LA SAFE CITY

Un « atelier numérique Google » va s'installer à Saint-Etienne, sans doute à l'angle de la place Jean Moulin et de l'avenue de la Libération (ex Royal). Au-delà du barnum organisé autour de cette arrivée par G. Perdriau et J.M. Mis, député LREM, que peut bien signifier cette installation, ainsi que l'annonce de Serenicity, dispositif d'écoute sonore de l'espace public ?

Tout d'abord, Google est actuellement l'objet de plusieurs mises en cause. D'abord fiscale : le groupe n'a versé que 67 millions d'euros d'impôts en France il y a deux ans. Un redressement de plus d'1,115 milliard d'euros pour les exercices 2009 et 2010 était envisagé cet été, finalement annulé par le tribunal administratif de Paris le 12 juillet.

Mais aussi en matière de collecte abusive de données personnelles : les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) collecteraient à elles seules 95% des données mondiales (hors Chine). Or Google en est un des tous premiers acteurs (avec Facebook), par son moteur de recherche, sa lecture systématique des mails, son exploitation des vidéos Youtube, son système d'exploitation Android pour les smartphones...

Il semble, pour prévenir notamment toute mesure de sanction fiscale, qu'il cherche à se rendre indispensable par des actions locales. Par ailleurs, la cible de ces ateliers Google (il y en a déjà un à Rennes, deux autres suivront à Montpellier et Nancy) semble être le domaine de la formation, et particulièrement les budgets consacrés à l'« illettronisme » pour lequel l'État va mobiliser entre 75 et 100 millions d'euros.

Au-delà, Google, qui a déjà développé une plateforme d'éducation Google Classroom, peut viser le marché local de l'éducation nationale, via des accords avec les mairies, départements, régions, plutôt que le marché national déjà pris par Microsoft.

## Smart et safe city

Le concept de smart city, ou ville intelligente (dernier qualificatif à relativiser car c'est avant tout un discours communicant) est dès le départ un concept promu par les industriels. C'est une vision mécaniste de la ville analysée en terme de flux de circulation de ses habitant.e.s, et cherchant à promouvoir ses activités mercantiles. Il emploie massivement des technologies numériques pour « optimiser », promouvoir l'innovation et les démarches dites participatives...

C'est surtout un enjeu économique : la construction et les fonctions de maintenance représentent environ 35% du PIB de nos villes, à travers les habitations, les réseaux de transports individuels et collectifs, les réseaux techniques... Et l'ensemble des villes dans le monde devrait regrouper en 2050 trois milliards d'êtres humains, ce qui représente un fabuleux butin. Depuis quelques années, les grands groupes du numérique envisagent tous d'être des acteurs de ce nouveau marché. L'avantage pour eux est l'intégration de toutes leurs offres dans un seul espace, non concurrentiel, et financé à la fois par l'impôt (les « services » concédés par les mairies) et la publicité locale. Certaines villes sont carrément passées sous la coupe d'industriels : Seattle au bénéfice d'Amazon, Quayside, vers Toronto, à celui de Google, Hangzhou en Chine sous la coupe d'Alibaba... ou le quartier lyonnais de Confluence sous celle de Toshiba.

La version sécuritaire est, bien sûr, dénommée safe city ou ville sûre : sûreté très relative à l'ombre des caméras, micros, avec la collecte systématique de vos données GPS, l'utilisation d'algorithmes pour l'analyse des comportements... En France, beaucoup de villes se contentent de ce volet sécuritaire, d'autant que trois grosses entreprises françaises ont investi ce marché : Thales, Engie-Inéo et Atos, ainsi que de nombreuses start-ups. À noter que Saint-Étienne est un pôle de

recherche méconnu dans ce domaine : le laboratoire Hubert Curien, qui dépend de l'université Jean Monnet, y travaille sur le big data, les algorithmes. Il aurait aussi, par son équipe Science de l'image et vision par ordinateur, largement contribué à la mise au point de techniques de reconnaissance faciale.

Pour autant, l'échec de ces techniques pour aider à la lutte contre le terrorisme international est patente : William Binney, ex-directeur technique de la NSA, le confirme (comme le fiasco des outils de surveillance vidéo lors de l'attentat de Nice), mais le même souligne que les véritables cibles de ces dispositifs sont les citoyens ordinaires, bien sûr ceux qui mènent des actions de contestation, mais pas seulement.

Ainsi, on peut considérer que l'implantation à Saint-Étienne du dispositif d'écoute sonore Serenicity (en lien avec l'ANRU) vise plus au contrôle social des habitant.e.s concernés, ceux des quartiers Tarentaise-Beaubrun-Couriot. Lesquel.le.s ont en plus été retenus pour bénéficier du déploiement d'une police de sécurité du quotidien (PSQ) renforcée. Ce sont donc trois quartiers de la ville (Montreynaud, Tarentaise-Beaubrun-La Cotonne et Montchovet) - parmi seulement dix-sept en France - à être ainsi choyés par Castaner ! C'est aussi le produit de la surenchère sécuritaire engagée par les deux concurrents de droite (en attendant l'extrême droite), G. Perdriau (LR) et J.M. Mis (LREM), pour les prochaines municipales.

## Comment lutter ?

Tout d'abord, il faut penser à tous les exclus du numérique : soit qui n'ont pas accès, par leur âge, leur niveau de formation ou leur lieu d'implantation au numérique (qualifiés du terme stigmatisant d'« illettronistes »), soit qui choisissent volontairement de se déconnecter (totalement ou partiellement, en proportion croissante) : 30 à 40% de la population française. De quel accès aux droits bénéficieront

ces personnes dans l'avenir (d'autant qu'après 2022, l'ensemble des services publics ne devraient plus être accessibles que par le numérique) ? Le Défenseur des droits a émis une décision (09/2018) puis un rapport (01/2019) pour le maintien « d'une alternative papier ou humaine à la dématérialisation », afin que l'utilisateur sans accès au numérique puisse toujours échanger avec l'administration.

Il y a justement la possibilité d'un retrait, par exemple des réseaux sociaux, tout en sachant que le droit à l'oubli - l'effacement des traces laissées sur les serveurs -, même s'il progresse, n'est que partiel. Ou celui d'une protection personnelle par le biais d'outils empêchant l'identification. Là aussi, une grande diversité d'outils existe, mais les États obtiennent progressivement la possibilité d'accéder quand même aux données personnelles qui y sont collectées.

Il y a aussi les luttes collectives. Ainsi, à Berlin, les membres d'un collectif Fuck off Google ont réussi à empêcher l'installation d'un campus Google dans le quartier de Kreuzberg, déjà victime de la gentrification et d'une explosion du coût du logement. Ce campus pouvait aussi dévaster un tissu local de chercheurs et d'indépendants important. Rennes, qui a vu l'installation plus modeste d'un atelier Google - comme à Saint-Étienne - lutte à sa manière par la mise en place d'un observatoire de l'implantation de Google à Rennes, de cafés no-google, de rassemblements #BruitContreGoogle, d'interpellations d'élus, de débats (ateliers sauvages et libres sur les libertés, la démocratie ou sur le numérique), avec la volonté de soutenir les alternatives publiques ou associatives.

Le terrain juridique doit aussi être mobilisé. Suite à la mise en application du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) en mai 2018, le même cadre juridique est désormais applicable à tous les pays européens. Par ailleurs, ce texte, qui ne présente qu'à la marge des progrès pour les citoyens, améliore le dispositif des « actions de groupe » par rapport à la loi française.

Ainsi ce type d'action a été engagé en France contre Google par la Quadrature du net et l'association autrichienne NOYB auprès de la CNIL. Cela a abouti à une amende de 50 millions d'€, ce qui reste encore très faible en comparaison du chiffre d'affaires mondial annuel de Google de près de 110 milliards de dollars...

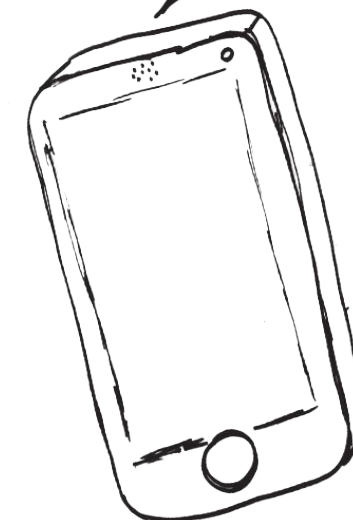
La même chose est tentée en Allemagne face à Facebook.

Au-delà, il faudra obtenir une modification des lois concernant le stockage de données et la transparence des traitements algorithmiques. On peut penser qu'un jour l'interdiction de revendre nos données personnelles sera émise, et tout intérêt mercantile, qu'il sera possible d'obtenir l'effacement total des données stockées (automatique pour les personnes condamnées à des peines...) et que les algorithmes seront obligatoirement opensource et donc discutables démocratiquement. À ce moment-là ces technologies, présentées aujourd'hui comme magiques et indiscutables, perdront alors tout leur intérêt car trop tristes, et laisseront la place au jugement humain, démocratique pour élaborer ensemble nos choix collectifs.

Le concept de smart city [...] est dès le départ un concept promu par les industriels

" OK google, ou peut-on s'installer à moindre coût ? "

A SAINT ETIENNE DANS LA LOIRE, IL SUFFIT de DEMANDER AU MAIRE et il te vend un local pour une bouchée de pain.





# SE FAIRE UNE PLACE

[...]

**se faire lire,**

**écouter, voir des**

**choses qui nous incluent**

**pour gagner de la force**

**et des prises sur nos**

**corps, nos envies et**

**nos vies.**

Il existe à Ambert un café féministe. Des copines viennent tout juste d'ouvrir une permanence en mixité choisie. Elles se sont rencontrées à l'Élégante, le local autogéré de cette petite bourgade qu'elles décrivent joliment comme « l'écume faite par les vagues sur les rochers et qui reste coincée là. C'est sur la D906 entre Sainté et Clermont, avec un gros détour qui fait que tu passes pas par Ambert si tu veux pas y venir ». Nous sommes allées les rencontrer de manière informelle et nos discussions ont fait écho à des besoins similaires, des situations qu'on avait encore besoin de partager en ville. L'écriture de cet article en a donc découlé.

Les articles, universitaires ou pas, les émissions de radio, les études sociologiques foisonnent et confirment la thèse selon laquelle la répartition des espaces urbains est révélatrice du rapport de domination hommes/femmes cher à la société capitaliste et hétéro-normée dans laquelle nous vivons. Il n'y a qu'à voir la toponymie d'une ville : rue Jean Jaurès, le stade Geoffroy Guichard, place Jules Guesde... tout laisse à penser que les femmes ne sont pas prioritaires dans ces espaces (cf Couac, n°6). Femmes, lesbiennes, queers, gays, trans... toutes sont beaucoup moins représentées que les hommes, cis, blancs, bourgeois, valides. De même, les déplacements dans ces espaces sont contraints par une urbanisation pensée par et pour ces mêmes hommes. La présence même des corps queers, de couleur, des handicapés, des ouvriers ou des femmes : « menacent la construction de la « nation » comme entité monolithique et depositaire spatiale unique d'une masculinité »<sup>1</sup>. Il suffit aussi de jeter un regard sur nos adolescences, à se remémorer les potes skateurs se vautrer sur des rampes les mercredis après-midi pendant que moi qui écoutais, posée sur un muret, immobile, de la musique dans mon MP3. Avant de me cacher dans la cour de mon immeuble avec une amie pour tenter tant bien que mal de plaquer un ollie ; et cette expérience

d'apprentissage, cachées, à deux, filles, n'a rien d'anodin. Yves Raibaud parle de ces lieux de loisirs en ville (les skate-parcs ou les salles de musiques actuelles par exemple) comme des continuum de la masculinité, espaces que Welzer-Lang appelle des « maisons-des-hommes ». Les municipalités, qui par ailleurs échappent au principe de parité et sont donc majoritairement composées d'hommes dans leurs conseils, sont à l'origine de ces « continuum d'espaces urbains masculins » (Yves Raibaud) dans lesquels les « jeunes », en grande partie « garçons », peuvent entretenir leur virilité et leur masculinité. Ce n'est pas tant l'équipement qui est problématique mais le message qu'il produit et véhicule. On institutionnalise à nouveau des espaces dans lesquels évoluent principalement des hommes. Et tout concorde dans le même sens, rien d'étonnant à cela. On appelle ça, et c'est super à la mode de le dire, des violences systémiques. La littérature depuis des siècles dépeint en ville des femmes aux corps érotisés, les opéras à la Carmen<sup>2</sup> mettent en scène les plus grands féminicides qu'il soit, les affiches publicitaires sous-entendent explicitement que nous sommes de grandes séductrices dont les corps sont à la disposition des hommes, rien d'étonnant à ce que nous nous mettions de côté. C'est peu de le dire.

Des myriades de violences font le quotidien des femmes dans les espaces publics urbains et sont le fondement de stratégies de défense qu'elles mettent en place pour les éviter. Les espaces urbains favorisent l'incarnation de la femme victime de ses agresseurs, tout le temps, partout. Même des affiches voulant mettre au grand jour les violences conjugales ne font que montrer la femme victime de son agresseur et nourrissent alors la puissance d'agir de ces derniers. « Qui prend plaisir devant la souffrance d'autrui ? Qui prend plaisir au spectacle de l'impuissance ? [...] Ce qui hante dans ces photos, ce sont les traces, les signes d'une puissance d'agir capable d'imprimer sa marque sur le corps d'autrui : cette capacité de violence extrême. Les campagnes publicitaires sont un tribut offert aux agresseurs. »<sup>3</sup> Bon, certes, mais même si nos noms ne sont pas sur des plaques, est-ce vraiment ce vers quoi nous aspirons ? Se retrouver porter le nom d'une rue commerçante bruyamment remplie de tramways ? Même si on nous « donnait » accès à toutes ces infrastructures, est-ce que c'est cette musique là qu'on ferait ? Est-ce qu'on ferait du skate de la même manière ? Des initiatives, comme celle d'Ambert existent et elles ne se contentent pas d'une dichotomie « masculinité

hégémonique » versus « faiblesse de la femme », dichotomie qui devient alors elle-même politique hégémonique et empêche toute conflictualité et luttes.

Il ne s'agit pas de rendre la pareille, ni de prendre des rôles que l'on n'a pas envie de prendre. On ne parle pas là d'un renversement des valeurs, la femme ne devient pas l'agresseuse ni l'agresseur la victime. Il s'agit plutôt de porter un regard sur les pratiques féministes en ville d'un autre point de vue, par une autre perspective que celui des témoignages de femmes au statut de « victimes » et s'éloigner alors du regard masculin porté sur les violences faites aux femmes. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut plus les entendre, il s'agit juste de les entendre autrement. C'est ne plus entrevoir mais voir la possibilité et se faciliter l'accès à certains espaces et lieux pour pouvoir créer nos propres significations, se faire lire, écouter, voir des choses qui nous incluent pour gagner de la force et des prises sur nos corps, nos envies et nos vies.

« Lorsque nous choisissons notre puissance collective comme point de départ, et non notre faiblesse, nous cherchons à nous extraire du rapport dialectique au masculin, et nous affirmons alors notre indépendance. Cette affirmation d'indépendance, si elle ne nous extrait pas pour autant des rapports genrés, est la condition de possibilité d'un rapport à la lutte qui ne soit pas une réaction perpétuelle aux agressions subies, mais au contraire l'affirmation de nos volontés. »<sup>4</sup>

À Ambert, les filles souhaitent plutôt pallier à un manque, ce manque de lieu dans les villes en mixité choisie et dans lesquels peuvent se poser des questions féministes. L'idée est de « politiser un espace, se donner des outils de réflexion, partager des pratiques et du vécu ». La permanence est ouverte les 1<sup>ers</sup> et 3<sup>èmes</sup> mercredi du mois à 20h dans les locaux de l'Élégante. Pendant ces moments-là, « on discute, on se lamente, on mange des gâteaux, on échange, on partage du vécu ». Bientôt elles proposeront d'autres moments : atelier mécanique, bricolage ou d'autodéfense. Elles constituent aussi une bibliothèque féministe. Rien de nouveau dans l'histoire des pratiques collectives féministes mais il semble encore et toujours nécessaire de leur faire une place. En février, elles ont aussi fait le choix de se laisser une place sur scène et dans l'organisation lors d'une soirée de concerts au bar de l'Octopus à Cunlhat. Déjà dans les années 80, les riot grrrls créent un réseau de groupes de punk et de micro-éditions non mixte de fanzines entre Olympia et Washington DC.

Là où dans ces salles la fréquentation est fortement masculine, ces filles tentaient de proposer d'autres manières d'être sur scène et dans ces milieux.

« PARCE QUE nous les filles avons terriblement besoin de livres et de fanzines et de disques qui NOUS parlent, dans lesquels NOUS nous sentons incluses et que nous pouvons comprendre dans nos propres termes »<sup>5</sup>.

Rien d'inouï et pourtant... l'affiche du concert de Cunlhat, explicitement placée sous les signes graphiques du féminisme (et même si elle peut largement faire débat en tant que telle dans les milieux féministes), a été taguée de cette sentence : « l'intolérance notre combat, l'incohérence notre état ». Rien ne sert de signaler que c'est un homme cis-blanc qui a pris la peine de s'armer d'un stylo pour laisser sa marque. Alors si cet article pourrait prendre la forme d'une réponse, elle n'en est pas vraiment une. C'est fatigant de passer autant de temps à justifier nos modes d'organisations. Mais ce commentaire a fait resurgir l'envie pressante de réexpliquer, d'en reparler, de se redire pourquoi la ville est un milieu hostile que l'on peut se réapproprier. C'est sans citer alors les marches nocturnes non-mixtes qui en sont l'exemple le plus visible aujourd'hui. C'est alors réaffirmer le besoin hurlant d'organisations collectives non-mixtes, tant qu'elles dérangeront et longtemps après, en milieu urbain et partout ailleurs.

1. Les espaces des masculinités, Etat de l'art, géographies and masculinities, Charlotte Prieur et Louis Dupont :83 | 2012

<https://journals.openedition.org/gc/2022#ftn12>

2. Cette exemple n'est pas anodin... il fait écho au scandale qu'a provoqué le metteur en scène BLABLA en faisant un homicide et non pas un féminicide. Mince, on a renversé un classique.

3. Se Défendre, Elsa Dorlin

4. Echographie d'une faiblesse, article paru dans le 21e numéro d'Harz-Labour et dans lundimatin#161, le 16 octobre 2018

5. Riot Grrrls, chronique d'une révolution punk féministe, Manon Labry, La découverte, Paris, 2016.





# PAS DE REPOS SUR LES LAURIERS

On ne vit pas tous dans la ville de manière identique, peu importe où on se trouve, les mêmes schémas s'imposent.

Et quand on a pas de papiers, de Marseille à Paris en passant par Sainté, c'est le même mépris. À coté du golf, quartier Bel Air, on pourra bientôt se payer une villa du programme Green Life, une maison « bi-orientée », une villa « évolutive » où « la notion d'habitabilité sera au cœur des préoccupations » ; quand certains se posent la question de l'orientation de leur baie vitrée en bambou recyclé, d'autres se demandent juste s'ils vont pouvoir dormir tout court.



## Rencontre avec un de ceux qui slaloment entre les squats, la rue et l'hébergement d'urgence.

Manuel habite en France depuis quelques années, il n'a pas de papiers, il nous a raconté comment ça se passe pour lui qui est habitué aux parcours en pointillé: « En 2015 j'ai été placé à l'asile de nuit. Après quatorze mois, on nous a logé dans un appartement, on est restés là bas presque dix mois. Après ils nous ont dit qu'il fallait partir, on est partis de là parce qu'ils ne pouvaient pas garder des gens plus de deux ans». Son droit au logement dépend de sa situation administrative: « Une année on a été placés à Jules Ferry, c'est un hôtel, une résidence d'étudiants vers Centre Deux. On a pas pu y rester parce que ma femme est passée en procédure de Dublin <sup>1</sup> et alors, la PADA <sup>2</sup> et L'OFII <sup>3</sup> ne pouvaient rien faire. Ils nous ont dit « faut vous débrouiller ». En mars, elle va faire une nouvelle demande d'asile. Ça c'est pour elle mais pour moi depuis que je suis débouté en 2012, je n'ai pas le droit à un logement ».

Cette année, de début décembre à fin mars (pendant la période de la « trêve hivernale »), Manuel est orienté par le 115 vers les Lauriers, le nouveau lieu d'hébergement d'urgence à Saint-Étienne, qui remplace le gymnase de La Rivière à Bellevue. À

l'abandon depuis quelques années, le lieu devrait être réhabilité par une association. En attendant, il propose 90 places d'hébergement d'urgence... dans un réfectoire. Manuel s'y rend tous les soirs avec sa femme et sa fille de 8 ans : « C'est une grande salle, comme un terrain de basket mais il est différent par rapport à Bellevue, à coté dans un autre bâtiment il y a le foyer Clair Vivre, un foyer de jeunes travailleurs avec une dizaine d'étages ». C'est une ancienne résidence pour personnes âgées situé dans le quartier Montchovet - La Marandinière, ce choix géographique n'est pas anodin, c'est un quartier excentré, plutôt difficile d'accès. Les personnes à la rue sont donc reléguées aux frontières de la ville, aux portes du Pilat.

Même si le Progrès tente de faire la promotion de ce nouveau lieu d'hébergement, les conditions d'accueil sont en fait sensiblement les mêmes. Comme au gymnase de La Rivière, on y trouve les mêmes lits de camps, alignés dans une grande salle, sans intimité : « C'est un endroit où y faut que chacun se mette dans son coin, une fois qu'on est là bas avec ma famille on reste sur le lit on bouge pas, par exemple si des enfants jouent on peut pas dire: 'stop on veut se reposer'. Leurs parents les laissent faire, on peut pas leur dire d'arrêter, chacun a ses revendications ». Les nuits se passent entre les rondes de vigiles et d'autres

bruits : « Il y a des gens de la sécurité, trois personnes toute la nuit, même si vous pouvez pas dormir, ils passent tout le temps pour surveiller les gens, ils vont dans l'autre immeuble à côté et reviennent ». À 90 personnes dans un réfectoire on peut facilement imaginer les difficultés imposées par cette promiscuité : « Là bas c'est dur pour dormir parce qu'il y a les bruits des petits, on peut pas dormir même la nuit. Le matin il faut se réveiller, il fait froid, même avec la neige vous êtes obligés, il faut sortir. À 7h il faut se réveiller et à 9h tout le monde dehors, le soir à partir de 19h on peut rentrer », il poursuit : « Là bas, c'est seulement une place pour rester au chaud [...] on peut pas dormir ».

Quant aux travailleurs sociaux, ils ne sont présents qu'au moment des entrées et des sorties, le matin et le soir: « En 2016 quand j'étais à Bellevue il y avait une assistante sociale, cette année je ne l'ai pas vue, c'était bien pour savoir dans quelles procédures on était, pour nous donner des idées de recours par exemple ».

Saint-Étienne Le Magazine affirme un besoin de voir la ville se transformer et s'embellir « par petites touches ou par le biais de travaux de plus grande envergure ». Exemples parmi d'autres: le nettoyage des arches de Carnot pour les rendre « archi-propre » a coûté 270 000 euros, du côté du cours Victor Hugo « pour rendre les terrasses des cafés et des restaurants plus confortables » et donner « une tonalité plus verdoyante à cet axe clé du centre ville », la ville investit 230 000 euros. On comprend rapidement que l'équipe municipale fait un choix délibéré de dérouler un tapis rouge aux investisseurs et aux promoteurs, et d'entasser celles et ceux qui ne sont pas dignes de la ville telle qu'ils la façonnent et l'anticipent.

1. La procédure Dublin impose à une personne entrée sur un territoire de faire sa demande d'asile dans le premier pays par lequel elle est arrivée en Europe.
2. Plateforme d'Accueil des Demandeurs d'Asile
3. Office Français Immigration Intégration



## rencontre

Une après-midi de février, dans un bar du quartier Tarentaise-Beaubrun.

Entretien fleuve avec Alawa Bakha, sur l'histoire des centres sociaux et les politiques culturelles et sociales à Saint-Étienne, dont voici des extraits. Alawa a été directeur d'un centre social à Terrenoire. Aujourd'hui retraité, il est aussi intervenant à l'Université de la vie associative en anthropologie et développement local, et fait partie des administrateurs du Crefad Loire.

Est-ce que tu peux nous raconter un peu d'histoire des centres sociaux à Saint-Étienne ? D'où ils viennent, à quoi ils servent, et comment ils ont évolué à travers le temps ?

Je suis resté 34 ans sur un centre social. En gros les centres sociaux font partie du paysage stéphanois depuis une soixantaine d'années. Ils appartiennent à un courant, plutôt marqué par le catholicisme social. La fédération des centres sociaux est née dans les années 20, et a toujours côtoyé d'autres courants associatifs, comme le mouvement des amicales, plutôt marquées par leur appartenance et leur affiliation au Parti Communiste ; un communisme qui a toujours été fortement ancré au niveau local d'ailleurs. On peut aussi parler des maisons de quartier, qui étaient plutôt à l'initiative de la mairie.

Les objectifs des centres sociaux, c'est large, mais on pourrait d'abord dire participer au développement local d'un quartier - ça, faudrait préciser ce qu'on entend par développement - et, surtout, je dirais accroître le pouvoir d'agir des habitants. On peut dire qu'un virage a été pris au début des années 80, à l'arrivée de Mitterrand au pouvoir.

Car à partir de ce moment là des dispositifs nouveaux se mettent en place : en 81 il y a eu par exemple les stages d'insertion pour les jeunes, et ça passait par nous, donc d'un seul coup on a vu

**c'était aux  
habitants de  
s'organiser  
pour occuper  
ces espaces là**

accroître nos budgets. Globalement ce sont des années où il y a eu pas mal de création de postes, des rénovations. Un nouveau groupe de professionnels voit donc le jour, qui deviennent aussi les interlocuteurs principaux des élus. Et, à force d'être instrumentalisés, en tout cas d'être soutenus et quand même orientés, ces équipements sociaux, comme les centres sociaux, ont perdu leur part de politique. On devenait de plus en plus des obligés, on a progressivement du faire de la gestion. La dimension d'employeur d'un côté et de service de l'autre va prendre le pas. Et les bénévoles se sont progressivement désengagés.

Quelles étaient les activités concrètes des centres sociaux à tes débuts, quand ils étaient particulièrement investis par des jeunes militant.es comme tu disais ?

Le souci premier en fait c'était qu'il existe un lieu où il fait bon vivre dans le quartier. Ça correspond aussi à des moments, en tout cas à partir des années 50, des barres HLM, des grands ensembles, mais y'avait rien dans ces nouveaux quartiers. Et la loi obligeait à cette époque à offrir au milieu associatif des m2 sociaux, c'était dans les plans : on construit 200 logements, on fait une école, et il y avait des m2 sociaux, et c'était aux habitants de s'organiser pour occuper ces espaces-là ; dans d'autres quartiers c'est venu après.



Dans ces m2 associatifs, il n’y avait pas d’attentes précises, concernant ce qui devait se faire, ou ne devait pas se faire, surtout concernant les manières de faire des choses avec les habitant.es ?

## ***On nous a demandé de faire en sorte que les jeunes soient employables***

Il n’y avait aucune injonction. La mairie avait peu d’emprise sur ces espaces-là, du moins au début. Et c’est les gens qui ont créé les associations et qui y ont fait ce qu’ils voulaient bien en faire, là-dessus la forme centre social se mariait bien avec leurs envies en général, donc ça se faisait comme ça. Donc oui, les activités, pour certains il y avait pas mal d’activités pour les enfants, crèche, ateliers divers, tous ces besoins-là. Pour les adultes, ça pouvait être de faciliter les échanges culturels entre les gens, les communautés arrivant dans les quartiers, ça pouvait être, accueillir des artistes, organiser un carnaval, le don du sang, mais aussi des choses qui s’imposaient à nous : faire de la prévention des addictions par exemple, en tout cas en parler, savoir vers qui se tourner. À certains endroits il y avait un engagement militant revendiqué contre l’office HLM par exemple, quand les conditions d’attributions étaient discriminatoires. C’était des associations de locataires qui prenaient appui sur un centre social pour s’organiser, pour contrecarrer les politiques d’attributions de logement, pour revendiquer ou discuter la gestion de certains espaces communs, il y a eu des grèves de loyers aussi, des trucs comme ça. Il y a eu des occupations de l’inspection académique pour protester contre des fermetures de classes. C’était du militantisme local centré autour de préoccupations locales.

De 77 à 83, c’était une municipalité de gauche, donc on a eu des subventions de fonctionnement - mais c’était une subvention globale, il n’y avait pas de mot d’ordre, pas d’évaluation, pas d’injonction à l’utiliser dans tel ou tel sens. Le maître mot dans les centres sociaux, c’était l’animation globale, personne n’était spécialisé sur cette tranche d’âge ou celle-ci, on ne recevait pas d’argent pour ce type de projet précis, on faisait à partir de ce qu’il y avait, des besoins et des envies les plus simples, quotidiennes, on partait de là. Au fil du temps, cette notion d’animation globale a été remise en cause, c’est-à-dire qu’on a commenté à nous reprocher qu’on ne savait pas ce qu’on faisait ; en tout cas la mairie trouvait ça trop flou.

Donc c’est ça que vous allez commencer à entendre ? On va vous demander de clarifier ce que vous faites, de rendre des comptes à la municipalité ? Est ce que de gens vont venir le truc, en se disant que ça allait mettre un coup au quotidien des centres sociaux ?

Ben oui, nous on a jamais cessé de le dire, quand ces discours-là sont arrivés. La fonction des centres sociaux, c’est de s’appuyer sur ce qui émerge du terrain, c’est de faire émerger la parole des habitants. Et ça, on peut pas l’anticiper, on ne doit même pas le deviner, donc on a pas a priori à décider de ce qu’on va faire dans ces lieux-là. Et donc là oui, il y a des logiques et des vocabulaires différents qui voient le jour. Et résister contre ça, c’était d’abord, pour nous, se battre pour que, dans les conditions d’agrément d’un centre social, soit maintenue ce

qu’on appelait l’animation globale, et pas de l’animation spécifique.

Se retrouver face aux changements de vocabulaire, incivilité, parentalité, adolescence, projet, comment des nouveaux mots s’imposent, avec leur financement, les professionnels.les qui vont avec et puis d’un coup ça devient un problème public qu’il faut savoir gérer...

Et oui, il y a eu toute une segmentation, bien précise, de ce qui existait avant. Surtout, le mouvement, c’était celui de transformer de la qualité en quantité, il a fallu mesurer et évaluer tout ça.

Tu vois, un animateur ou un éducateur qui travaillait auprès de huit jeunes tout au long de l’année (parce que y’en avait huit qui venait), on lui a dit, « ben c’est pas suffisant, d’abord, faut fournir la liste de jeunes, puis identifier ton public, identifier leurs besoins, de façon à cibler les financements » - c’est l’époque des missions locales aussi. Et puis, sur la jeunesse par exemple, on nous a demandé d’être le relais des préoccupations politiques sur l’emploi. Le caractère éducatif devait s’orienter vers l’emploi. On nous a demandé de faire en sorte que les jeunes soient employables, mais c’était pas notre truc, et les jeunes venaient pas pour ça à la base.

Tout ça, c’est des dispositifs : identification des publics, ciblage des politiques publiques, des acteurs pour mener à termes ces politiques, donc c’est ça qui va changer les centres sociaux.

Tu dirais que la charge politique, le fond et l’héritage politique de ces lieux-là se désagrègent à ce moment ?

Oui. Nous on a toujours tenté de préserver cette dimension politique, mais ça été compliqué, et puis complexe par rapport aux subventions desquelles on dépendait fortement. En même temps c’était pas notre truc non plus, on était là pour les gens. Nous, notre point de départ c’était : « on fait émerger la parole des habitants, on est soucieux de ce qui se passe dans le quartier, et forcément ça peut devenir politique ».

Début 80, pendant des émeutes à Lyon, y’a un centre social à Vaulx-en-Velin qui avait été brûlé. Donc gros questionnement quand même, « comment se fait-il que ? ». Et effectivement, pour toute une génération, les équipements de proximité c’était plus des lieux engagés, avec des interlocuteurs sur qui on peut compter, mais ça devient des relais des pouvoirs publics qui ont pour seules préoccupations de pacifier le quartier. Le discours aussi, dans les quartiers les plus misérables, c’était « il faut prouver sa citoyenneté, on est pas citoyen de fait, il faut participer pour ça ».

Là, il y a les ateliers du quartier « cœur d’histoire », la nouvelle dénomination du quartier qui va de la Charité à la médiathèque de Tarentaize. Il y a eu une réunion publique d’information, où les gens présents, c’étaient des blancs, plutôt aisés, en tout cas ça ne reflétait pas du tout un quartier, plutôt pauvre, avec une population plutôt maghrébine. Donc il y a des dispositifs comme ça, que la mairie appelle de la démocratie participative, mais les habitant.es dans

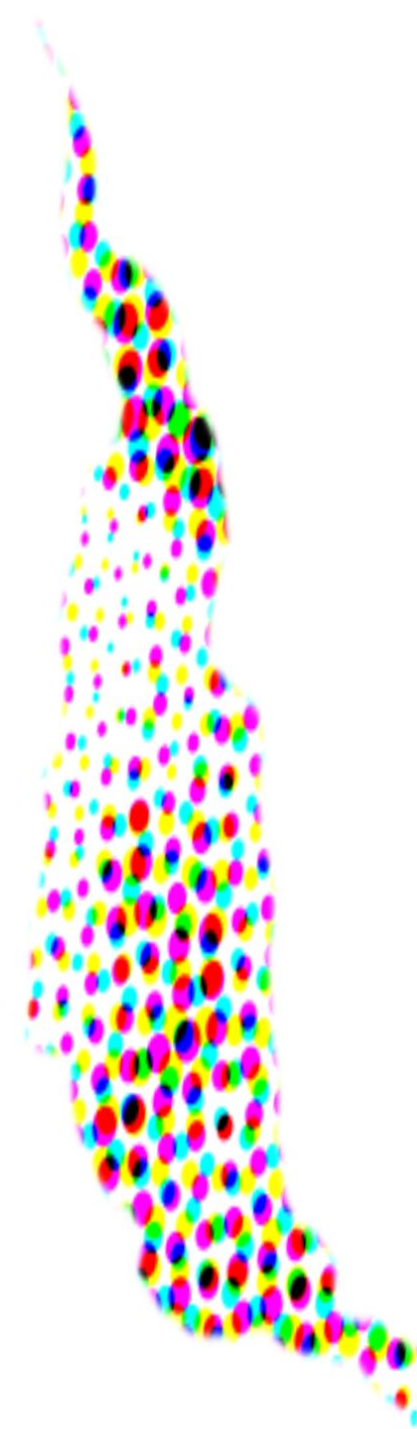
leur ensemble, n’y vont pas tous. Toi, tu as vu ça arriver ?

Oui, nous le bilan qu’on avait fait, de tous ces conseils de quartier dit participatifs, c’était en gros que ... enfin on résumait ça de manière très triviale, c’était accessible à l’homme blanc de plus de cinquante ans. Il y avait très peu de femmes, très peu de jeunes, peu de personnes issues de l’immigration. En fait c’était surtout des propriétaires qui venaient, alors c’est sûr que les enjeux n’étaient plus les mêmes. Ils avaient d’autres préoccupations : celui-là voulait des trottoirs plus larges, lui voulait circuler en voiture ici, donc nous on a remarqué que, concernant la politique de la ville, ce sont les aménagements urbains et ce genre de questions qui ont pris le pas. Au début, en gros, on avait connu une enveloppe de la ville, de la région, du conseil général (un pot commun qu’on appelait « politique de la ville ») qui se partageait entre 50% pour le social, donc ça c’était nous, les centres sociaux, et autre bien sûr, et 50% d’aménagement - ça jusque dans les années 90. Et au fil du temps c’est devenu plutôt 80% pour les aménagements urbains. C’est ça qui est devenu le signe d’une ville qui se porte bien. Ils ont aussi voulu démolir les grandes tours, nettoyer un peu la ville, et ça coûtait très cher, donc les municipalités, les régions se sont progressivement désengagées des politiques sociales concrètes. Alors, pour beaucoup de travailleurs sociaux, l’idée a été de trouver un juste milieu, à la fois continuer d’être le relais des politiques publiques pour survivre, et renouer avec les habitants du quartier. Mais un tas de choses se sont perdues en route, les gens ont pris l’habitude de s’adresser à un équipement de quartier comme ils s’adresseraient à une crèche municipale, comme un service, l’appropriation de ces lieux-là ne s’est plus du tout faite spontanément, les gens se sont de moins en moins engagés. Et puis, il y a eu des labellisations des équipements, et le fonctionnement sur appel à projet (par contraste avec les subventions globales du départ) a fait émerger une sorte de mise en concurrence des équipements les uns avec les autres.

Dernière question, concernant les équipements qu’on voit apparaître aujourd’hui, notamment sur les quartiers réhabilités par l’EPASE mais aussi en lien avec les activités de la Cité du Design, dans la Rue de la Ville, autour de la Cartonnerie, ou dans le quartier Saint-Roch actuellement... Pour le coup le signifiant « d’éducation populaire » est pas mal utilisé. Illes ont l’air de vouloir jouer un rôle assez similaire à tout ce que tu viens de raconter, mais dans les faits, les référents culturels qu’illes implantent apparaissent un peu hors-sol, par rapport au quartier. On a plutôt l’impression qu’on les fait venir ici avec des idées, a priori assez précises (en gros, refaire la façade du quartier en investissant les rez-de-chaussée, mais pour y installer des commerces). Qu’est ce que tu en penses ?

Bon alors, ces initiatives-là d’abord, il faut dire que ce sont des trucs assez précaires, enfin je crois. Le nombre de contrats aidés, de services civiques qu’il y a là-dedans est très important, donc ça témoigne déjà du retrait de la ville, de l’état d’un certain engagement, de son soutien pour des équipements importants, et surtout pérennes. Ensuite, c’est sûr qu’à la tête de ces initiatives-là, on retrouve des gens qui ont un certain niveau d’étude, qui ont un master, etc... Un certain capital quoi, pour se présenter devant des élus, monter un dossier ; c’est des

professionnels. Après, de plus en plus, l’ancrage territorial ne se fait plus à partir des habitants mais à partir d’un réseau où on trouve quelques militants, des artistes, des gens qui ont un projet. Sociologiquement on se retrouve dans cette tranche de population qu’on appellerait les bobos, la petite bourgeoisie intellectuelle mais sans que ce soit péjoratif, - moi je le suis devenu en quelque sorte - mais on a plus tout a fait la même vision du quartier, ça c’est sûr. Et c’est eux plutôt qui s’y retrouvent dans ces associations. Autre chose. Je pense, par rapport à la manière dont ces associations ou initiatives agissent, c’est qu’elles arrivent avec un impératif de visibilité. Elles doivent prouver leur utilité et donc c’est quand même ça qui préside à leur activité. Et, ce qu’on peut leur reprocher peut-être, qu’elles le veuillent ou non, elles sont le relais des politiques publiques. Et des trucs comme le Mixeur tout ça, bon là c’est une mode, ça fait jeun’s, décalé, innovant, ça correspond bien à l’image que le maire veut donner de la ville de Saint-Étienne. Mais je pense qu’il s’y passe des choses qui les dépassent, qui se font malgré elles, des rencontres, des échanges...





# 2048

Comme six jours sur sept, à 5h du mat', Nadia attend morne-ment le bio-bus qui la conduira à Châteaureux. Le fond de l'air est froid et le soleil feignant refuse d'illuminer les barres d'immeuble décrépies de Beaulieu. La semaine dernière un bout du balcon d'une voisine s'est écroulé. Encore. Malgré les promesses successives de rénovation, la municipalité préfère ser- rer des mains, faire des discours grandiloquents et s'occuper du centre-ville plutôt que des gens invisibles perchés sur leur colline. De toute façon, ces gens là, ils ne votent pas. Nadia est agente d'entretien et travaille dans les grands im- meubles contemporains nouvellement végétalisés qui font face à la gare principale. Leur devanture affiche fièrement le label « éco-responsable » de la mairie « Saint-E Green pour tous ». Bien qu'à moitié remplis, les bureaux qu'abritent les immeubles nécessitent d'être passés au peigne fin pour les employés à col blanc. Cela fait 15 ans qu'elle nettoie, balaye, aspire et astique à des tarifs toujours plus bas. Le développement de la robo- tique-propreté a fait du mal à elle et ses collègues de boulot. Fini les grèves et les « charges patronales », le robot se tait et exécute. Pratique. Nadia monte dans le bio-bus et s'assoit sur un siège, vert.

5 ans auparavant, Jess, la compagne de Nadia, a perdu son tra- vail de chauffeuse de tramways. Ces derniers sont devenus « sé- curisés et innovants » ; en somme sans conductrices. La multi- nationale qui exploite la GreenSTAS a donc décidé de licencier les employées, devenues dorénavant obsolètes. Aujourd'hui, Jess travaille dans le quartier de la cité du Design, et sert des sandwiches bio et locaux à 10 balles pour des auto-proclamés innovateurs et designers de la ville de demain. Grâce à eux « une transition efficace et rapide vers la ville verte numérique sera possible ! » lit Nadia sur les hologrammes publicitaires 3D, qui lui agressent la rétine et le cerveau de bon matin. Dans le bus, en contrebas des escaliers menant à Jean Jau, la femme observe les immeubles et les terrasses d'agriculture ur- baine du quartier du Crêt de Roc. Ici, il n'y a pas de tags délavés mais uniquement un paysage urbain colorié de vert et de blanc, peuplé de familles sages à lunettes allant à l'épicerie locale ou aux potagers partagés. Certes, à 5h30 du matin il n'y a pas un chat dans les rues, mis à part les recycleuses, qui comme elle, nettoient pour les autres en se niquant la santé. Mais quand Na- dia repasse en bus aux alentours de 10h du matin pour rentrer chez elle, elle voit les habitantes du quartier s'activer. Ici, tout à l'air plus beau, plus sûr, l'air sent même bon. Ici, pas de vieille bagnole diesel semi-illégale pour vous cracher à la gueule mais uniquement des trottinettes électriques silencieuses, des pan- neaux photovoltaïques et des mini éoliennes subventionnées pour alimenter les éco-immeubles en énergie renouvelable. À Beaulieu, on se chauffe encore au gaz quand on en a les moyens,

## Nadia attend morne-ment le bio-bus

voire en cachette, au charbon pour les fins de mois. Face au contraste entre Beau- lieu et le Crêt de Roc, Nadia se souvient de son adolescence à Tarentaize. Certes les trottoirs étaient sales, les habitants s'interpellaient en gueulant, les souris et les cafards côtoyaient parfois les humains dans les appartements, mais au moins il y avait un lien entre les gens. Aujourd'hui c'est autre chose... Dès 2024, la métropole verte stéphanoise avait décidé de démolir une partie du quartier pour « lutter contre l'insalubrité » et au nom de la mixité sociale. En vérité l'objectif était de reconstruire des logements « qualitatifs » en nombre limité pour attirer une nouvelle population plus riche, plus di- plômée et surtout plus blanche dans le quartier. Le vétuste im- meuble de Nadia avait alors été détruit sans prendre en compte l'avis des habitantes, et les familles avaient été dispatchées dans d'autres quartiers, loin du centre-ville.

« Cassez-vous les pauvres et les arabes, et laissez la place à la ville éco-bobo-responsable ! » aurait pu être le mot d'ordre de la mairie ironise, seule, Nadia. Face à cela, les habitantes, les as- sociations de quartier aidées par d'autres collectifs avaient tenté d'organiser une résistance contre l'arrivée progressive de ces nouveaux « pionniers urbains ». En vain. La mairie et les pro- moteurs immobiliers étaient bien mieux armés juridiquement, monétairement et médiatiquement. Les habitantes mobilisées furent bientôt accusées de communautarisme, d'intolérance et même de racisme anti-blanc<sup>1</sup> sur internet et dans les médias. Cependant, régulièrement dans le Nouveau Progrès, les sté- phanoises apprennent que des « voyous » s'amuse à jouer aux chats et à la souris avec la police et leurs micros cachés. Pour enrayer le déplacement forcé des classes populaires, ces dits « voyous » cassent les vitrines des cafés-brunch, des bars à jus de fruit détox, et autres commerces pour bobos branchés. Les éco-immeubles sont régulièrement tagués par des messages tels que « colons verts », « pas de bourgeois dans nos quartiers », ou, « nique ta mère » pour les plus simples. Détruire son propre quartier deviendrait la seule solution pour éviter d'être reléguée en périphérie...

Le bio-bus s'arrête et sort Nadia de ses réflexions. Elle descend et se dirige tête baissée, les mains enfoncées dans son manteau, vers l'immense immeuble rouge en face de la gare où elle tra- vaille. Muée par un sentiment étrange, elle relève le menton en face de l'entrée. La façade écarlate est habilement recouverte d'un message de plusieurs mètres à la peinture noire: « Ma pauvreté ne peut pas se greenwasher ». La femme esquisse un sourire et rentre dans l'immeuble.





# PETITE CHRONIQUE D'UN SHUT-DOWN LOCAL

CONTEXTE : Nicaya conseil (boîte privée au service de l'État dont le métier est « d'accompagner les responsables territoriaux dans la conception et l'élaboration concertée de leurs projets de développement, d'aménagement etc ») est en mission à Saint-Julien Molin Molette. Leur slogan : « Mobiliser l'intelligence collective pour la réussite des projets publics ». Leurs outils : une analyse de contexte (bidon), des ateliers participatifs (où on parle essentiellement de compensations financières sans remettre en question l'existence de la carrière) et des réunions publiques (mais sur invitation, exclusivement envoyée à la poignée des dernier.e.s militant.e.s pro-carrière).

Nous, on aime bien les réunions, même celles où on n'est pas invité.e.s. On avait raté la réunion 1, puisque personne n'avait été informé, alors on s'est dit qu'on n'allait sûrement pas rater les suivantes.

## Réunion 2

On est arrivé trop tard, ils avaient une heure d'avance (on voulait les voir sortir de leurs voitures pour bien les repérer). Un petit tour quand même sur le parking devant la mairie : une 206 pourrie immatriculée 13 et une grosse Jaguar immatriculée 2B. Un peu plus loin, un des gros pick-ups de la carrière. On sait que le siège de Nicaya est dans les Bouches du Rhône mais ça colle pas avec la plaque de la Jaguar (la 206, elle, est au-dessus de tout soupçon). Merde, on prend le risque de se tromper de bagnole. Tant pis, dommage collatéral. Une Jaguar de toutes façons, c'est de la provoc, surtout de cette taille. On se regroupe dans un appart' avec vue imprenable sur le parking et la salle de la mairie. On peut même voir le power point de présentation de la réunion en cours. On décide de redescendre pour coller nos affiches sur la Jaguar : sur le pare-brise, « Nicaya, tu vas voir comment ici on mobilise l'intelligence collective! », et sur les vitres latérales, une copie de la contre-enquête sociologique faite par des camarades qui démontre que leur « analyse de contexte » ne vaut pas un clou. L'idée, c'est de leur balancer du fond plutôt que le classique seau de peinture (c'était notre première option). On remonte dans l'appart pour guetter leur sortie. Surprise, au lieu d'arracher direct les affiches, tout

le monde dégage son smartphone et prend des photos de notre petite installation. Les voitures sont ensuite soigneusement inspectées, pot d'échappement, pneus, sans doute par crainte d'un sabotage ou autre blague mécanique de mauvais goût (ça arrive parfois).

## Réunion 3

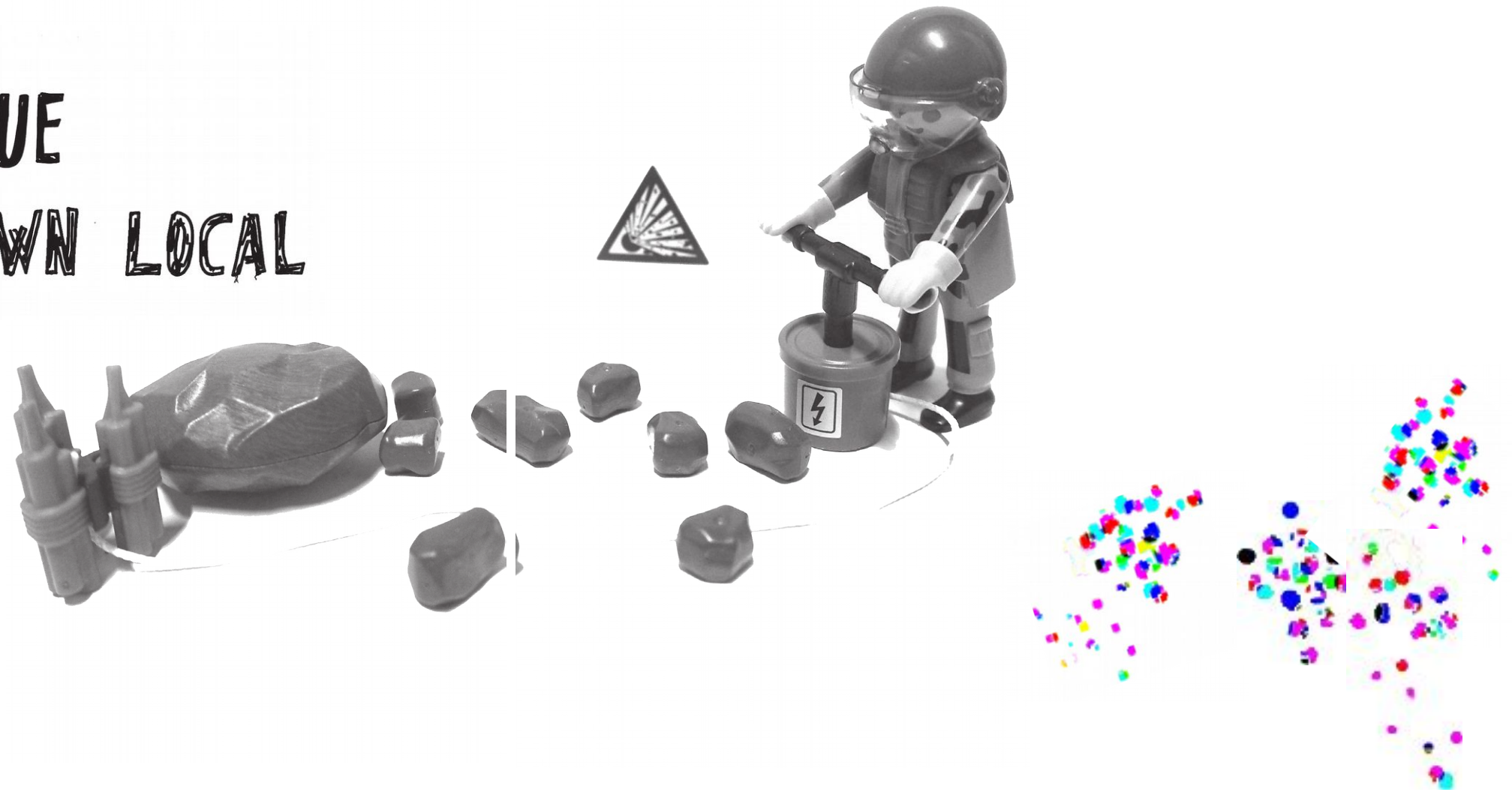
On se retrouve dans la même planque avec vue imprenable. Tiens, ni Jaguar ni pick-up sur le parking, mais c'est pas grave, cette fois c'est le Power Point qui nous intéresse. Quelques temps auparavant, on a discrètement repéré le système électrique de la mairie et localisé le tableau électrique général. Une personne rentre dans la mairie, va jusqu'à la réserve et fait disjoncter le compteur électrique. Shut down. Bye bye Power Point. Une petite signature sous la forme d'un post-it collé sur le compteur : « Nicaya, ni caillasse ». On ne pourra pas accuser EDF d'une coupure intempestive.

## Réunion 4

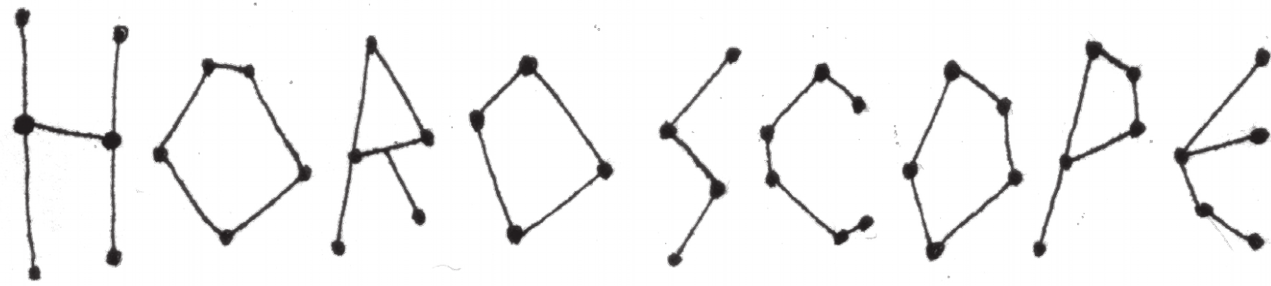
Comité d'accueil des gros bras de la carrière devant la mairie. Comme on s'y attendait. Donc on est resté tranquille à la maison. Tu vois Nicaya, nous aussi on a bien mobilisé l'intelligence collective au service de notre projet.

Et on lâchera rien.

Plus d'infos sur la lutte : [www.stopcarriere.noblogs.org](http://www.stopcarriere.noblogs.org)







BÉLIER

Puisque vous avez dépensé sans compter, et (en plus) pour des gadgets qui ne servent pas à grand-chose (très beau presse-purée USB, ceci dit), vous vous trouverez dans une situation financière difficile. Axe stratégique en baisse pour qui est né lors du Premier décan ! On vous recommande d'urgence une réunion de concertation publique.



SAGITTAIRE

Il est urgent d'aérer votre tissu urbain ! En couple ? Revoyez votre Plan Local d'Urbanisme. Célibataires, pratiquez plutôt la technique de l'enrobé. Et qui sait, peut-être pouvez vous espérer un classement à l'UNESCO lors du prochain alignement avec Saturne ?



CAPRICORNE

Soyez focus, proposez des mobiliers innovants, favorisez une logique d'économie circulaire et solidaire. Des terres d'excavations issues du grand réseau pourraient bénéficier de l'alignement de Jupiter. Mettez un peu de concret dans votre cloud.



TAUREAU

Saint-Étienne change, s'embellit... mais pas sans vous. Grâce à la montée en puissance de votre pôle séduction, vous pourrez attirer vos investisseurs, car vous avez la Côte Chaude. Un mois louange sous le signe de Vénus...



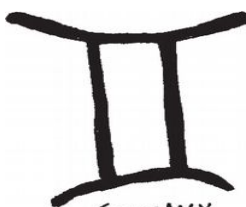
VIERGE

Efforcez-vous d'être au clair avec votre équipement connecté. Le réprimer ou le détourner pourrait vous faire mal : il pourrait alors provoquer des hostilités. Une innovation participative dans un espace de coworking pourrait y remédier.



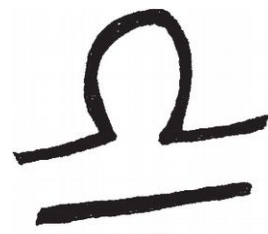
VERSEAU

Demain est à vous, the future est le présent. Donnez vous les moyens d'être moteur, et de concilier le temps souvent long de la puissance publique avec les impératifs de vos activités de team-building. Faites preuve d'invention et privilégiez la souplesse



GÉMEAUX

Vous vous demandez comment conjuguer vos talents et vos différences pour trouver un avenir commun? L'alignement de Jupiter et d'un workshop dans un tiers lieu vous sera favorable. Il vous permettra peut être de devenir le symbole des emprunts structurés dans la dette.



BALANCE

La Lune tempère votre îlot central. Vous ne devez vous attendre ni à des problèmes notables, ni à des havres de paix arborés. Ce sera plutôt le train-train, mais un e-train-train, globalement agréable à vivre en afterwork.



POISSONS

Valorisez votre e-patrimoine greenfair, évitez les résilles métalliques au mépris des advice de votre N+1. À compter de la fin du mois, Mars entre en